

République du Gabon

Projet de Développement Agricole et Rural

Rapport de supervision

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 18 mars-01^{er} avril 2014

Date du document: Avril 2013

No. du Projet: 1313

No. du rapport: 3367-GA

Division Afrique Centrale et de l'Ouest

Département de la gestion des programmes

Table des matières

Abréviations et acronymes	iii
A. Introduction	1
B. Évaluation d'ensemble de l'exécution du PDAR (Juin 2013 – Mars 2014)	2
C. Revue de l'Exécution du PDAR : Produits et réalisations (Juin 2013 – Mars 2014)	3
Composante A : Promotion des filières agricoles ayant un grand potentiel de marché	3
Composante B : Renforcement des capacités des acteurs	10
D. Performance de la mise en œuvre du projet	15
E. Gestion financière	18
F. Durabilité	24
G. Impact	24
H. Autres aspects	24
I. Conclusion	25

Appendices

Appendice 1 : Résumé de l'état d'avancement du PDAR et notes	26
Appendice 2 : Cadre logique actualisé indiquant l'avancement des activités au regard des objectifs et des résultats	29
Appendice 3 : Résumé des principales mesures à adopter dans les délais convenus	31
Appendice 4 : Etat de mise en œuvre des recommandations des missions de suivi et de supervision	35
Appendice 5: Avancement matériel au regard du PTBA 2013, y compris les indicateurs SYGRI	47
Appendice 6: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie	49
Appendice 7 : PDAR/Respect des dispositions de l'Accord de financement : état d'avancement	54
Annexe1 : Contrôle des ECD	56

Abréviations et acronymes

AAC	Assistant Administratif et Comptable
CARBAP	Centre Africain de Recherche sur le Bananier Plantain
CTAMF	Commission Technique d'Approbation des Microprojets de Filières
DTS	Droits de Tirage Spéciaux.
DRF	Demande de Renouvellement de Fonds
DPD	Demande de Paiement Direct
FAO	Food and Agricultural Organisation
FIDA	Fonds International de Développement Agricole.
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
Ha	Hectare
IEC	Information, Education, Communication
IGAD	Institut Gabonais d'Appui au Développement
IRAD	Institut de Recherche Agronomique pour le Développement (Cameroun)
IRAF	Institut de Recherches Agronomiques et Forestières
MAEPDR	Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage, de la Pêche et du Développement Rural
PDAR	Projet de Développement Agricole et Rural (PDAR)
PIF	Plan Issu de fragments végétaux
PNDRT	Programme National de Développement des Racines et Tubercules et du
PMI	Protection Maternelle et Infantile
PTBA	Programme de Travail et Budget Annuel
RAF	Responsable administratif et Financier
RMP	Revue à mi-parcours
SAF	Service administratif et Financier
SSE	Système de Suivi-Evaluation
SYGRI	Système de Gestion des Résultats de l'Impact.
TAC	Techniciens d'Appui Conseil.
T	Tonne
UGP	Unité de Gestion du Projet.
UNICEF	United Nation Children Fund (Fond des Nations Unis pour l'Enfance)
USD	Dollar Etats Unis
VNU	Volontaire des Nations Unis

A. Introduction¹

1. La République Gabonaise et le Fonds International de Développement agricole (FIDA) ont signé en date du 26 octobre 2007, un Accord de Prêt et de Don respectivement de 3 800 000 DTS et 190 000 DTS, pour la mise en œuvre du Projet de Développement Agricole et Rural (PDAR), sur une durée de 6 ans. Le projet a pour objectifs: (i) le développement des filières manioc, arachide et banane (ii) le renforcement des capacités des différents acteurs du projet et, (iii) la Coordination, le Suivi et l'évaluation.

2. En décembre 2013, le conseil d'administration du FIDA a approuvé un financement additionnel de USD 5,4 millions pour la mise en place d'infrastructures de commercialisation visant à renforcer la qualité des résultats du projet. A ce titre, la date d'achèvement du projet, initialement prévue pour le 31 mars 2014, a été prorogée jusqu'au 31 mars 2017 pour permettre la réalisation des activités résiduelles et la mise en œuvre du financement additionnel.

3. Depuis son lancement, le FIDA a réalisé sept missions de supervision, une mission de revue à mi-parcours et quatre missions de suivi-accompagnement à la mise en œuvre. La présente mission de supervision qui s'est déroulée du 18 mars au 01 avril 2014 a eu pour objectif de : (i) examiner le niveau de mise en œuvre des activités par rapport à la programmation globale du projet et en particulier l'état d'avancement des activités par composante depuis la dernière mission de supervision de mai 2013 ; (ii) évaluer le niveau de mise en œuvre des recommandations de la mission de supervision de Mai 2013 et des missions de suivi de novembre et décembre 2013 ; (iii) apprécier la qualité de la gestion administrative, financière et comptable et de la passation des marchés et apprécier les actions prises par la coordination du projet pour apporter les corrections nécessaires ; (iv) examiner l'opérationnalité du système de suivi et évaluation du projet ; (v) apprécier les mesures prises pour la mobilisation des fonds additionnels ; (vi) apprécier de manière globale la performance de l'équipe du projet à coordonner, planifier et à mettre en œuvre les activités en rapport avec le PTBA ; (vii) proposer une programmation triennale prenant en compte les activités résiduelles et celles envisagées au titre du financement additionnel.

4. La mission a travaillé avec l'unité de gestion du projet et a exploité l'ensemble des documents et rapports mis à sa disposition. Des visites de terrain ont permis d'échanger avec les bénéficiaires et les Techniciens d'Appui Conseil (TAC). Des réunions spécifiques ont également été tenues avec le personnel du projet pour apprécier la gestion globale du projet et la dynamique d'équipe.

5. Les principaux constats et recommandations de la mission ont été présentés à l'équipe du projet et à la direction régionale de l'agriculture, le 28 mars 2014 au siège du PDAR à Oyem.

6. À Libreville, la mission a également rencontré le Directeur en charge du volet social et environnemental de l'entreprise OLAM qui développe des exploitations industrielles d'hévéa et de palmier à huile dans la province du Woleu Ntem et voudrait apporter des appuis aux initiatives de production vivrières des populations dans sa zone d'influences. Le PDAR pourrait dans ce cadre établir des synergies avec cette entreprise.

7. Enfin, la mission a également tenue une séance de travail avec les hauts responsables de la direction générale de la dette et a pu clarifier les questions relatives à la mobilisation des fonds de contrepartie compte tenue de la prolongation de la durée du PDAR de trois années et, l'avancement du dossier de

¹ La mission était composée de M. Bernard Hien, Mwinyel Chargé de portefeuille du FIDA, Chef de mission, M. Valentine Achancho, Chargé de programme FIDA, Mme. Marthe Epassy, Implementation Support Officer, VNU/FIDA, M. Godefroy Ahlonso, Consultant en gestion administrative et financière ; M. Benelesse Meleng, Consultant en développement rural. Mme Sylvie Marzin, Conseillère au Portefeuille, WCA/Rome, M. Francesco Ranalletta, Spécialiste en gestion Financière, FIDA/Rome ont rejoint la mission à partir du 25 mars 2014. La partie Gabonaise était représentée par M. Mbeng Calixte, Directeur Général du Développement Rural, Président du comité de Pilotage du PDAR ; Mme. Rachelle EWOMBA-JOCKTANE, Directrice nationale en charge des projets FIDA, Mme Pauline ETOUGHE Représentante du Ministère de l'Economie et de la Prospective ; M. Mboulou Jonathan, Directeur Régional de l'Agriculture du Woleu Ntem. Les membres de l'UGP ont participé aux réunions de travail et aux visites de terrain.

ratification des fonds additionnels en vue de la signature de l'accord de financement dans les meilleurs délais.

8. La restitution officielle présidée par le Secrétaire Général du Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage, de la Pêche et de la Sécurité Alimentaire s'est ensuite tenue à Libreville le 31 mars 2014.

9. Le FIDA remercie les autorités Gabonaises ainsi que l'équipe du PDAR pour la facilitation des travaux. Il remercie également les populations bénéficiaires, pour leur collaboration, leur disponibilité et pour l'accueil chaleureux qui a été réservé à la mission.

B. Évaluation d'ensemble de l'exécution du PDAR (Juin 2013 – Mars 2014)

10. En août 2012, les contreperformances successives du projet liées à la faible capacité technique et opérationnelle de l'équipe de gestion, avaient conduit le Ministère en charge de l'agriculture à licencier les principaux cadres du projet. Un programme intérimaire, centré sur certaines activités prioritaires avait dès lors été mis en place pour assurer la continuité du projet en attendant le recrutement des nouveaux responsables. La nouvelle équipe de gestion a pris fonction en juin 2013 et son Plan de Travail et Budget Annuel (PTBA 2013) 'a été validé en août 2013.

11. À date, les niveaux d'exécution physiques de ce plan de travail se déclinent comme suit par composantes:

Composantes	Sous composantes	Exécution technique (%)	Total (%)
A. Promotion des filières agricoles	A.1 Appui à la production des filières	25	59
	A.2 Microprojets filières	52	
	A.3 Commercialisation compétitivité des filières	100	
B. Renforcement des capacités des acteurs	B.1 Renforcement des capacités des ruraux et de leurs groupements	58	29
	B.2 Renforcement des capacités institutionnelles	0	
C. Coordination et suivi-évaluation	C.1 Coordination et gestion	75	88
	C.2 Appui technique	100	

12. Les 2 composantes techniques affichent des taux d'exécution physiques de 59% et 29% respectivement, et la composante coordination et suivi évaluation, un niveau d'exécution physique de 88%. Le taux d'exécution physique globale du PTBA 2013 a été estimé à 58.6%.

13. S'agissant de la performance financière, le PDAR a mobilisé au 28 février 2014, 83% des ressources du Projet, correspondant à USD 7,032 millions, dont 66% du Prêt FIDA (USD 3,378 millions), 66% du Don FIDA (USD 181 880), 116% des fonds de contrepartie (USD 2,515 millions) et 208% des contributions des bénéficiaires. L'analyse des niveaux de réalisation indique que le taux global de réalisation financière du prêt FIDA est de 58% en mars 2014. Cependant, en prenant en compte les deux demandes de remboursement en traitement au niveau du FIDA ce taux global passera à 78%. Le taux de d'exécution financière du PTBA 2013 est de 63%.

14. A priori, les résultats annuels suggèrent une situation moyennement satisfaisante de la mise en œuvre du projet en 2013. Ce constat est cependant à relativiser du fait que le PTBA 2013 était un plan minimal prioritaire qui a été exécuté en réalité sur 6 mois. Ces résultats confirment par contre la reprise effective des activités du projet, après la période de crise des années 2011 – 2012 et laissent augurer d'une meilleure performance en 2014 si les efforts sont maintenus. En effet, même s'il est unanimement reconnu que l'intervention du projet dans la province du Woleu Ntem a permis de relancer la production de manioc et de banane, le constat d'ensemble de la mission est qu'après 6 années de mise en œuvre, l'envergure des actions initiées par le PDAR reste encore faible.. Les microprojets qui sont essentiellement des activités

productives sont encore de très petite taille, avec une superficie moyenne de 3 ha pour le manioc et 1.9 ha pour la banane. Ils se caractérisent par une dispersion qui ne permet pas pour l'instant de disposer d'une masse critique de production pour stimuler la transformation et attirer les acteurs commerciaux. La faible disponibilité du matériel végétal de bonne qualité, la faible maîtrise des itinéraires techniques par les producteurs, et les insuffisances de programmation au niveau de l'unité de gestion, demeurent des défis et risques à relever dans le très court terme, afin d'optimiser les résultats et l'impact du projet.

15. La gestion comptable du PDAR a connu une nette amélioration à la faveur des appuis constants apportés au projet par des experts externes mobilisés par le FIDA, et particulièrement d'une mission d'appui comptable d'un projet FIDA du Congo ainsi que des acquis de l'atelier régional sur le contrôle interne et enfin grâce à la mise œuvre des recommandations de la mission de suivi du FIDA de décembre 2013. Un système de codification des pièces comptables a été mis en place, les rapprochements bancaires sont régulièrement effectués et la documentation relative à la justification des dépenses est désormais plus complète que par le passé.

16. Cependant, l'évaluation du système de gestion financière conduite pour vérifier sa conformité avec les exigences du FIDA en matière de risques fiduciaires et de performances financières a établi que malgré les efforts réalisés par la nouvelle équipe pour assainir la situation, certaines insuffisances relatives au flux des fonds, à la gestion des ressources et au contrôle interne, existent. Du fait de ces insuffisances, le niveau du risque fiduciaire associé au projet a été évalué comme moyennement élevé. La performance de la gestion financière du PDAR est, quant à elle, plutôt insatisfaisante.

C. Revue de l'Exécution du PDAR : Produits et réalisations (Juin 2013 – Mars 2014)

Composante A : Promotion des filières agricoles ayant un grand potentiel de marché

17. Les activités de promotion des filières agricoles ciblaient au départ trois filières (le manioc, la banane, et l'arachide) au niveau de la province du Woleu Ntem. A la RMP², il a été recommandé que la filière arachide ne soit plus développée puisque le projet n'a pas pu obtenir de l'Institut Gabonais de Recherche Agronomique et Forestière (IRAF) les semences améliorées comme prévu dans le document de conception du PDAR. Toutefois, pour honorer les engagements déjà pris courant 2013 en matière de microprojets arachide, une acquisition de semences améliorées d'arachide a été inscrite dans le PTBA 2014.

18. L'approche d'intervention globale du PDAR inclue l'amélioration de l'accès aux intrants, des techniques culturales, de la transformation et de la commercialisation des productions agricoles. Les appuis du projet aux filières procèdent par des microprojets formulés de façon participative par des groupements de producteurs demandeurs d'appuis. Les activités de la composante sont regroupées en trois sous composantes : (i) Programmes régionaux d'appui à la production des filières; (ii) Appui aux groupements de producteurs (microprojets de filières); et (iii) Appui à la commercialisation et à la compétitivité des filières cibles.

Sous composante A1 : Programmes régionaux d'appui à la production des filières

19. Les activités de cette sous composante sont réparties en trois volets: (i) la production de matériel végétal; (ii) les formations spécifiques; et (iii) la mise en place d'un atelier pilote de transformation.

1. Production du matériel végétal

20. Le PTBA 2013 prévoyait : (i) l'achat de 16 lots d'équipement de sécurité, au profit des TAC et la

² Aide-mémoire de la RMP page 4, paragraphe 21.

superviseure de la composante ; (ii) la création et la gestion de 5 ha de parcs à bois de manioc ; (iii) la fourniture de 10 lots de petit outillage agricole à 10 paysans semenciers ; (iv) la fourniture de 70.000 boutures de manioc aux paysans semenciers ; (v) la construction de 9 germoirs et la réhabilitation de 2 germoirs de production des vivo plants de bananiers ; et (vi) la réalisation du diagnostic global de la filière banane.

21. 21 050 vivo plants de bananiers ont été produits en 2013, avec un taux de réalisation de 70,16%. La production de boutures saines de manioc a également été soutenue par le projet. Cette appui a permis la production de 181 000 boutures de manioc, dont 40 000 ont servi à l'ensemencement de 4 ha de parcs à bois de manioc et 141 000 boutures ont été vendues par les paysans semenciers à l'IGAD et à d'autres agriculteurs demandeurs d'appuis.

22. Les tableaux ci-après résument les résultats obtenus.

Tableau 1 : État d'exécution des activités de production du matériel végétal

Activités	Unité	Prévisions PTBA 2013	Réalisations 2013	Taux PTBA 2013
Aménagement parcs à bois de manioc	Ha	5	4	80,00%
Production des boutures améliorées de manioc	Nbre	70.000	181.000	258,57%
Construction des germoirs	Nbre	9	10	111,11%
Production des vivo plants de bananiers	Nbre	30.000	21.050	70,16%

23. Dans l'ensemble, les résultats atteints sont satisfaisants au regard du PTBA 2013. Cependant, ils restent faibles par rapport à l'impact général attendu. En vue d'un passage d'échelle, il est urgent de lever les contraintes en matière de quantité et de qualité du matériel végétal, à savoir : (i) la distribution par le projet de rejets de bananier tout venant sans traçabilité ; (ii) la non maîtrise des itinéraires techniques et des bonnes pratiques par les multiplicateurs ; (iii) l'acheminement tardif des plants ; (iv) le faible nombre de multiplicateurs ; et (v) l'absence d'encadrement des multiplicateurs.

24. La mission recommande de mettre en place un réseau de multiplicateurs professionnels de manioc et de banane et un véritable sous-programme semencier en partenariat avec la Direction Régionale du Ministère en charge de l'agriculture. Ceci passe prioritairement par l'identification des prestataires potentiels, des appuis au renforcement de leurs capacités auprès des centres spécialisés (CARBAP, IITA, ...) et à leur installation.

25. Pour ce qui est spécifiquement du retard dans la distribution du matériel végétal, la mission recommande l'élaboration des calendriers d'exécution basés sur une planification rigoureuse prenant en compte le calendrier agricole.

2. Formations spécifiques

26. Le PTBA 2013 prévoyait l'organisation d'une session de formation de 11 jours, en technique de

multiplication des plants sains de bananiers en plein champ et en technique PIF, à l'intention de 26 personnes (5 paysans semenciers, 15 TAC, 5 Chefs secteurs agricoles et la Superviseur en charge de la promotion des filières) en partenariat avec le Centre Africain de Recherches sur le Bananier Plantain (CARBAP) à son siège (Djombe/Cameroun). La mission constate que cette activité n'a pas été réalisée et qu'elle est reconduite dans le PTBA 2014.

27. À date, l'UGP attend la finalisation du rapport du diagnostic global sur la situation de la banane plantain dans la Province du Woleu Ntem par le CARBAP pour signer la convention de partenariat avec lui dans le cadre de ladite formation.

28. *La mission recommande à l'UGP de relancer le CARBAP sans délais afin de signer la convention et d'engager rapidement les formations spécifiques. Ces formations devront porter non seulement sur (i) la conduite d'une bananeraie et (ii) la reconnaissance des maladies et ennemies du bananier, déjà inscrites dans le PTBA 2014, mais encore sur la gestion d'une pépinière de multiplication des vivo plants. Dans le cadre de la communication technique, toutes ces thématiques devront être accompagnées à chaque fois de manuels du producteur/multiplicateur de matériel végétal.*

3. Mise en place de l'atelier pilote de transformation

29. En ce qui concerne l'atelier pilote de transformation de manioc et d'arachide prévu à Oyem, la dernière mission de supervision³ avait recommandé qu'une étude de faisabilité soit réalisée et que les axes de formations spécifiques au profit des jeunes partenaires du PDAR soient disponibles au plus tard le 30 septembre 2013. La mission de suivi de décembre 2013 quant-à-elle, avait constaté que les consultants étaient en retard et avait alors recommandé que les consultants soient saisis sans délais.

30. La mission constate que l'UGP a réceptionné un rapport provisoire du consultant international et que ni ce dernier, ni l'UGP, n'ont voulu y intégrer les plans proposés par le consultant national au motif qu'ils ne répondaient pas aux normes de qualité. Face à cette situation, l'UGP s'est proposé de recruter un autre consultant national pour parachever la préparation des plans et l'estimation des coûts des travaux de construction.

31. L'exploitation sommaire du rapport provisoire au cours de la présente mission a permis de constater que le consultant principal a émis des réserves quant à la rentabilité d'une telle infrastructure sous l'hypothèse où le dérivé de la transformation est le bâton de manioc. Par contre, les simulations qu'il a faites sous l'hypothèse de la transformation en gari et fou-fou ont semblé donner de bons résultats.

32. *La mission recommande à l'UGP de sursoir au recrutement de l'expertise nationale et de mener une réflexion d'approfondissement sur la base du rapport provisoire de l'étude sus-citée et du rapport final sur l'appui à la commercialisation et à la compétitivité des filières cibles qui propose une autre approche stratégique notamment la mise en place des micro entreprises rurales et l'installation des moulins dans des Unités pilotes de transformation au niveau village.*

33. Pour ce qui est de l'appui à la transformation au niveau village, la mission constate que les deux petites unités pilotes de transformation mises en place (achat et installation de deux moulins et construction d'un hangar pour chacun d'eux) au profit de deux organisations paysannes ne sont pas toujours fonctionnelles parce que les défauts de fabrication détectés n'ont pas encore été corrigés par l'équipementier. De plus, l'un des abris est installé en face d'une voie principale, posant des problèmes de salubrité du fait de l'exposition à la poussière.

34. *La mission recommande à l'UGP : (i) d'assurer le transport des deux moulins à destination de l'atelier de l'équipementier dans les meilleurs délais afin que celui-ci corrige les défauts de fabrication et, (ii) de*

³ Rapport de supervision page 5, paragraphe 34.

veiller à ce que ce dernier assure la formation d'un utilisateur/artisan aux techniques d'entretien sommaire de cet équipement à sa réinstallation. Enfin, la mission recommande que des mesures correctives soient prises pour améliorer les conditions d'hygiène dans l'abri qui a été implanté à un endroit exposé à la poussière.

Sous composante A2 : Appui aux groupements de producteurs (microprojets de filières)

35. Le PTBA 2013 prévoyait la réalisation des activités suivantes : (i) l'aménagement de 38,5 ha de manioc, 111,5 ha de banane et 5 ha d'arachide ; (ii) la fourniture aux OP bénéficiaires des microprojets de 443.000 boutures de manioc, 251.460 plants de bananiers, 750 kg des semences d'arachide, 672 kg de pesticides, 16.725 kg d'engrais, 95 lots de petit outillage agricole ; (iii) le recrutement d'un consultant national pour la conception d'un abri type pour le moulin à manioc ; (iv) l'installation de 3 fermes pilotes de 4 ha chacune, 1 ha de manioc et 3 ha de banane) ; (v) la prospection commerciale dans les marchés nationaux ; (vi) la formation en technique de transformation de manioc et mise en marché des produits ; (vii) la prospection des fabricants des moulins au Cameroun ; et (viii) la réalisation de l'étude sur la typologie des microprojets de filières.

36. La mission note que le taux d'exécution physique de la sous-composante appui aux groupements de producteurs s'établit à 57,72%. La mission note également que la réalisation des microprojets de production est satisfaisante (86%) et se poursuit normalement.

37. Les figures et tableaux ci-après résument les résultats obtenus :

Figure 1 : répartition géographique des microprojets :

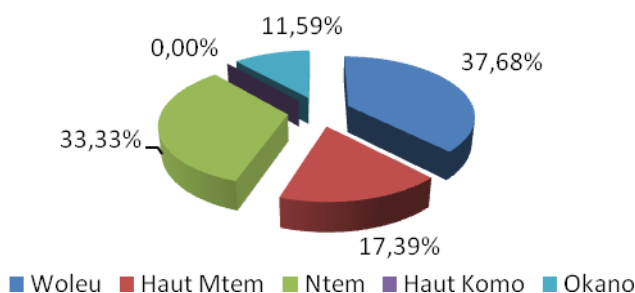


Figure 2 : répartition des microprojets par filière :

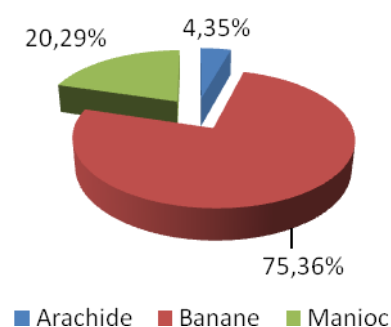


Tableau n°2 : Superficies (Ha) emblavées par les microprojets des filières en 2013

Activités	Prévisions PTBA 2013	Réalisations	Taux de réalisation 2013
Production de manioc	38,5	26,50	68,83%
Production de banane	111,5	107,55	96,45%
Production d'arachide	5,0	3,00	60,00%
Fermes pilotes	12,0	10,00	83,33%
Total Microprojets	80,0	69,00	86,25%

Tableau n°3 : Superficie (Ha) moyenne emblavé par microprojets de filière en 2013

Microprojets	Moyenne
Production de manioc	1,8
Production de banane	2,0
Production d'arachide	1,0
Moyenne	1,6

38. La mission note que pour l'année 2013 : (i) le Woleu et le Ntem restent les départements de concentration des microprojets (plus de 70%)⁴ ; (ii) aucun microprojet n'a été mis en œuvre dans le Haut Komo et, (iii) la superficie moyenne emblavée est de 1,8 ha en manioc et 2 ha en bananier plantain

39. La mission de supervision considère ces résultats annuels, confirmés par les visites de terrain réalisées pendant 3 jours, globalement satisfaisant. Toutefois, les microprojets, qui devraient se trouver au cœur de l'approche filière tel que préconisé par le Rapport de Pré-évaluation, sont encore limités dans leur mise en œuvre en terme d'envergure, sont cloisonnés et ne présentent pas de complémentarité avec les autres fonctions le long de la chaîne des valeurs des filières du PDAR. Ceci limite leur impact. La mission constate ainsi que (i) sur le plan organisationnel, les OP restent très fragiles et essentiellement à caractère familial et de taille réduite (à cause du manque d'esprit d'association, du manque d'esprit de travail en groupe, etc.) ; et (ii) sur le plan technique, des problèmes de capacité et de communication subsistent (non maîtrise des itinéraires techniques, absence de source d'alimentation en eau, absence d'informations et sensibilisation, etc.). Les actions du projet dans ces conditions restent basiques et isolées.

40. *La mission recommande la densification des actions du projet autour des cibles géographiques réduites pour valoriser les investissements structurants (moulins, centres de groupage), assurer la mise en place des initiatives collectives, la concertation des organisations de producteurs et la structuration des filières ciblées. La mission recommande également d'engager les Techniciens d'Appui Conseil (TAC) sur des résultats précis en termes de nombre groupements accompagnés et de superficies des parcelles de production.*

41. Dans le cadre de l'appui à la production du manioc, le projet, dans la mise en œuvre de son approche filière, a opté pour des variétés à haut rendement essentiellement destinées à la transformation. C'est à ce titre qu'il a diffusé la variété 8034, tolérante à la mosaïque, au rendement potentiel de 30 à 40 tonnes/ha. Malheureusement, en l'absence de transformation, la mission note chez les producteurs un certain découragement et l'abandon progressif en faveur des variétés locales à cause de la lignification qui survient au-delà de 12 mois en champ.

42. Pour ce qui est des microprojets d'arachide, la mission constate que quelques microprojets ensemencés par des variétés locales ont été appuyés. Au regard des engagements pris, l'UGP a contacté l'IRAD au Cameroun pour l'acquisition des semences améliorées pour la campagne de mars 2014.

43. *La mission réitère la recommandation de la revue à mi-parcours d'abandonner l'appui à la filière arachide puisque les semences améliorées ne sont pas disponibles au niveau de l'IRAF.*

44. En ce qui concerne l'étude sur la typologie des microprojets, la dernière mission de supervision avait recommandé qu'elle soit disponible au plus tard le 30 Août 2013, et sur cette base, l'UGP devait procéder sans délais à l'information des bénéficiaires sur les orientations du projet en la matière et engager le financement des microprojets selon le schéma adopté. En outre, la mission de suivi de décembre 2013 avait

⁴ Ce fait avait déjà été relevé par la RPM et se confirme par les données de 2013.

constaté que le rapport final de l'étude sur la typologie des microprojets a été réceptionné et validé après intégration des commentaires de l'UCP et du FIDA.

45. La présente mission de supervision constate que la campagne d'information des bénéficiaires sur les orientations du projet n'a pas été réalisée et que le financement des microprojets ne se fait pas selon le schéma adopté. Les microprojets sont mis en œuvre sans diagnostic approfondi préalable comme recommandé dans le RPE⁵. En conséquence, les seuls microprojets financés sont des microprojets de production ou semenciers et en faveur des mêmes producteurs.

46. La mission recommande que la campagne d'information soit lancée et que tout microprojet ne soit désormais approuvé que sur la base d'un diagnostic, d'une monographie et de l'établissement d'un profil du microprojet.

47. Enfin, la mission note que le projet n'a pas encore acquis et distribué les pesticides, les engrais chimiques et le petit outillage agricole. La conduite du processus de passation des marchés s'est avérée fastidieuse pour l'équipe du projet. Du coup, la transmission des dossiers au Bureau Pays du FIDA pour Avis de Non Objection n'a pas fait l'objet du suivi nécessaire de la part du projet pour s'assurer de l'arrivée à destination. Il en a résulté un retard de plus d'un mois sur la réalisation de cette activité, ce qui représente une source potentielle de démotivation et de découragement des producteurs sur le terrain.

Sous Composante A3 : Appui à la commercialisation et la compétitivité des filières cibles.

48. Dans le PTBA 2013, une mission de prospection commerciale destinée à identifier les acheteurs potentiels dans les 3 marchés d'Oyem, Libreville et Port Gentil a été programmée. La mission constate que cette mission a été réalisée et que le projet se propose d'organiser une rencontre entre ces acheteurs et les producteurs dans la zone du projet en 2014.

49. S'agissant de l'appui à la commercialisation, la mission de supervision 2013 avait recommandé que l'étude sur la stratégie, les besoins et les attentes des producteurs en matière de commercialisation des produits cibles du projet et le document opérationnel pour la mise en place du SIM soient finalisés d'ici le 30 août 2013. La mission note que le rapport de l'étude sur la commercialisation a été réceptionné et validé par l'UGP.

50. Durant la préparation du PTBA 2014, il a été recommandé que toutes les activités de la sous composante soient inscrites sous le financement du fonds additionnel. La mission constate que la plupart des activités proposées dans l'étude sur l'appui à la commercialisation et la compétitivité des filières cibles n'ont pas été prises en compte.

51. La mission recommande à l'UGP d'exploiter l'étude sur la commercialisation et le SIM et de réviser le PTBA pour y introduire les activités spécifiques relative à l'organisation des ventes groupées.

52. La mission recommande également à l'UGP de procéder sans délais à l'identification de groupements bénéficiaires dont les productions sont arrivées à maturité et de les accompagner dans la recherche des marchés, la négociation commerciale et la réalisation des ventes groupées.

Activités sur fonds additionnel

53. Le Conseil d'administration du FIDA de décembre 2013 a adopté un financement additionnel d'un montant de 5,4 millions \$ US. A travers ce Fonds additionnel, le projet envisage (i) d'appuyer directement le désenclavement de certaines zones de production par la réhabilitation de 104 Km de pistes, (ii) d'appuyer la

⁵ Annexe 10

construction de 12 magasins/centres de groupage supplémentaires, et (iii) de renforcer les capacités des bénéficiaires/usagers sur l'entretien et la gestion des infrastructures collectives.

54. L'accord de financement relatif, dont une version provisoire a déjà été discutée avec la partie nationale, est en cours de finalisation par les services juridiques du FIDA. Après sa signature, l'entrée en vigueur du financement additionnel sera conditionnée par sa ratification par le Gouvernement gabonais. *Afin de diligenter le premier décaissement dès l'entrée en vigueur du fonds, un certain nombre d'activités devraient être réalisées par le projet ; Il s'agit : (i) du recrutement de l'ingénieur du génie civil qui sera l'épine dorsale de la supervision des travaux; (ii) l'actualisation de la liste des pistes à réhabiliter, certaines ayant déjà été réhabilitées par d'autres bailleurs (iii) l'identification des lieux d'implantation des magasins ; et (iv) la préparation des Dossiers d'Appel d'Offre*

Actions convenues	Responsables	Date limite
1. Appuyer la mise en place d'un réseau de semenciers professionnels et un programme semencier en partenariat avec la Direction Régionale du Ministère en charge de l'agriculture et les structures spécialisées de la recherche (CARBAP, IITA, ...).	Superviseur de la composante promotion des filières	Mai 2014
2. Élaborer un calendrier de distribution du matériel végétal basé sur une planification rigoureuse prenant en compte le calendrier agricole	Superviseur de la composante promotion des filières	Immédiat
3. Assurer la signature de la convention de collaboration avec le CARBAP et d'engager les formations spécifiques au profit des bénéficiaires sur la conduite d'une bananeraie, la reconnaissance des maladies et ennemies du bananier et la gestion d'une pépinière de multiplication des vivo plants.	Superviseur de la composante promotion des filières	Mai 2014
4. Sursoir au recrutement d'un autre expert national pour finaliser les plans de l'atelier pilote de transformation mais engager plutôt la mise en place des petites unités de transformation gérées par les unions de groupements de producteurs telles que proposé par l'étude relative à la commercialisation et la typologie des microprojets.	Superviseur de la composante promotion des filières	Mai 2014
5. Retourner à l'équipementier national les deux moulins non fonctionnels déjà installées auprès des organisations paysannes afin que les défauts de fabrication soient corrigés et veiller à ce qu'un artisan/utilisateur local soit formé aux techniques d'entretien sommaire de cet équipement dès sa réinstallation.	Superviseur de la composante promotion des filières	Mai 2014
6. Densifier les actions du projet dans zones géographiques réduites et moins dispersées afin d'assurer une meilleure valorisation des investissements structurants, de favoriser la concertation et l'action collective des organisations de producteurs et de permettre ainsi la structuration des filières ciblées.	Superviseur de la composante promotion des filières	immédiat
7. Engager les TAC sur l'atteinte des résultats clairement définis en termes de nombre de microprojets et de superficies des productions ciblées.	Superviseur de la composante promotion des filières	Avril 2014
8. Exploiter l'étude sur la commercialisation et le SIM et réviser le PTBA pour y introduire les activités spécifiques relatives à l'organisation des ventes groupée.	Superviseur de la composante promotion des filières	Mai 2014

Actions convenues	Responsables	Date limite
9. <i>Procéder à l'identification des groupements bénéficiaires dont les productions sont arrivées à maturité et les accompagner dans la recherche des marchés, la négociation commerciale et la réalisation des ventes groupées.</i>	<i>Superviseur de la composante promotion des filières</i>	<i>Mai 2014</i>
10. <i>Finaliser le processus de sélection de l'ingénieur de génie rural de manière à garantir la mobilisation de celui-ci dès que la convention de financement sera signée.</i>	<i>Superviseur de la composante promotion des filières</i>	<i>Immédiat</i>

Composante B : Renforcement des capacités des acteurs

55. Les activités de renforcement des capacités menées sous le PDAR visent à renforcer principalement par le biais d'activités de sensibilisation, d'animation et de formation adaptée : (i) les compétences techniques et d'autogestion des membres et leaders des groupements de producteurs et celles des opérateurs privés et des micro- entreprises associées aux filières cibles ; et (ii) les capacités des partenaires prestataires publics et privés d'appui – conseil pour leur permettre de développer des services de qualité et des expertises adaptées aux besoins des producteurs dans les filières ciblées. Pour atteindre ces objectifs, les activités sont structurées autour de 2 sous –composantes : le renforcement des capacités des ruraux et de leurs groupements ; et le renforcement des capacités institutionnelles.

56. Le PTBA 2013 prévoyait la réalisation des activités suivantes : (i) l'élaboration d'une stratégie et d'un plan de communication ; (ii) l'élaboration d'une stratégie et d'un plan de formation ; (iii) la participation du PDAR à une foire agricole ; (iv) l'organisation de six visites d'échanges d'expériences entre groupements ; (v) la réalisation d'une étude sur la structuration, l'organisation interne des groupements ; (vi) l'appui à la formalisation de cent organisations paysannes appuyées par le projet ; (vii) la réalisation d'une étude sur l'émergence d'opérateurs privés et de micro entreprises efficaces ; (viii) la réalisation du diagnostic de la situation des peuples Baka et l'élaboration d'un plan d'action spécifique en leur faveur et, (ix) la réalisation de l'étude de faisabilité d'un centre d'appui rural.

57. De manière globale, la mission a constaté que le taux de réalisation physique des activités du PTBA 2013 pour cette composante est de 28,86%. Les activités de renforcement des capacités des ruraux et de leurs groupements ont été réalisées à 57,72% tandis que les actions de renforcement des capacités institutionnelles n'ont pu être amorcées.

1 - Renforcement des capacités des ruraux et de leurs groupements

58. En ce qui concerne les études spécifiques nécessaires au déploiement des activités d'accompagnement des bénéficiaires, la mission a noté que les documents suivants sont disponibles : (i) l'étude sur la stratégie et le plan de formation ; (ii) l'étude sur la structuration, l'organisation interne des groupements ; (iii) le diagnostic de la situation des peuples Baka et le plan d'action ; (iv) les modèles de textes de base devant servir à l'accompagnement à la formalisation des groupements paysans. L'UGP n'a cependant pas réalisé l'étude sur l'émergence d'opérateurs privés et de micro entreprises. L'étude de faisabilité du centre d'appui rural n'a également pas été menée.

59. **Information et sensibilisation des groupements.** La mission constate que l'élaboration de la stratégie et du plan de communication a pris du retard dans la mise en œuvre du processus de sélection du consultant. Cette activité n'a pu démarrer qu'en mars 2014. Le projet a toutefois assuré l'hébergement du site Web du projet en février 2014 et a organisé quelques actions de communication par radio et presse lors de l'atelier d'imprégnation des nouveaux cadres organisé en août 2013 et la restitution des résultats de

l'étude sur les Peuples Baka en décembre 2013. Le PDAR a également facilité la participation de certaines organisations paysannes à la foire agricole de Libreville d'octobre 2013 permettant de donner une certaine visibilité sur les initiatives et les résultats du projet en matière de développement des productions de banane plantain et de manioc.

60. *La mission recommande d'intensifier la sensibilisation des groupements de producteurs sur les opportunités d'appui qu'offre le PDAR, de favoriser les échanges d'expérience entre les organisations de producteurs et, sur cette base d'identifier les thèmes fédérateurs devant servir de support pour l'organisation des acteurs.*

61. *La mission recommande également de s'assurer de la mise en œuvre du plan de communication basé sur les résultats de l'étude en cours et de veiller à valoriser les différentes activités menées dans les composantes techniques, permettant à la communication d'être un support à la mise en œuvre du projet. De manière spécifique, l'UGP devra : (i) entrer en partenariat avec certaines radios ciblées par l'étude pour assurer la mise en œuvre des programmes d'information hebdomadaires des bénéficiaires sur les activités du PDAR ; (ii) préparer et diffuser les brochures et fiches techniques sur les différents thèmes (production, transformation, lutte contre les maladies, organisation et gestion etc.) ; (iii) organiser et animer des émissions thématiques mensuelles portant sur les aspects techniques, l'organisation de la filière et le développement social ; (iv) assurer la diffusion des informations sur les prix.*

62. Par ailleurs, la mise en œuvre du plan de communication requiert la disponibilité d'une expertise à temps plein. A cet effet, la mission recommande le recrutement d'un spécialiste en gestion des connaissances / communication dont le salaire sera paritairement supporté par les ressources FIDA et les fonds de contrepartie. Ce spécialiste en collaboration avec le responsable renforcement des capacités, organisera et mettra en œuvre les activités d'information et de sensibilisation. Il / elle capitalisera les savoirs et bonnes pratiques des producteurs, et les diffusera. Il / elle donnera enfin d'avantage de visibilité aux activités du projet.

63. **Formation des paysans relais.** La mission constate que le projet n'avait pas programmé de formations spécifiques des paysans relais au cours de la période sous revue. De plus, les échanges avec les bénéficiaires menés lors des visites de terrain ont révélé que les paysans relais n'étaient pas équipés comme prévu en matériels nécessaires à l'accompagnement technique et organisationnel des groupements qu'ils sont sensés encadrer.

64. *La mission recommande à l'UGP d'assurer sans délais l'équipement des paysans relais et la poursuite du renforcement de leur capacité ainsi que leur accompagnement pour que ceux-ci jouent le rôle attendu d'eux dans l'animation des groupements paysans et l'appui technique aux autres agriculteurs.*

65. **Formation des membres des comités de gestion des groupements de producteurs.** Les visites de terrain effectuées lors de la mission ont permis de constater que le projet n'a quasiment pas mené des initiatives en matière d'organisation des producteurs. Les principales actions depuis février 2014 portent sur l'appui à la tenue des assemblées constitutives des groupements de producteurs sur la base des modèles de statut. L'objectif pour le premier trimestre 2014 était de 5 groupements par TAC, soit 75 au total. La mission a noté que le remplissage des modèles de texte reste très mécanique et aucun des groupements n'a encore réfléchi sur son règlement intérieur. Les TAC n'ont pas encore maîtrisé toute la démarche de formalisation et éprouvent des difficultés à apporter le conseil nécessaire aux groupements. En matière d'animation interne, d'organisation et de gestion des activités, les membres des bureaux exécutifs et comités de gestion des groupements rencontrés ont exprimés le besoin d'être accompagné dans la planification, le pilotage et la gestion financière de leurs activités, le projet n'ayant pas apporté d'appui dans ce sens jusqu'à présent.

66. *Pour assurer un accompagnement de qualité des groupements de producteurs, la mission recommande à l'UGP d'assurer la formation des TAC sur l'animation, la gestion des groupements des producteurs, la connaissance du processus de formalisation et les outils d'accompagnement des producteurs à*

l'organisation/structuration. Chaque TAC devra avoir des objectifs précis en matière d'organisation et de structuration et accompagner chaque groupement à élaborer son propre règlement intérieur permettant de gérer ses activités et les relations avec ses membres.

67. *La mission recommande également à l'UGP d'assurer la formation des comités de gestion des groupements de producteurs à l'animation des groupes, l'organisation, la planification et la gestion financière des activités. Des outils spécifiques devraient être développés par le PDAR et mis à la disposition des TAC et des groupements.*

68. **Visites et échanges d'expériences entre groupements de producteurs.** Dans le cadre du partage d'expérience entre les producteurs, 6 visites d'échange se sont tenues. Suite à ces dernières, certains producteurs ont dupliqué les bonnes pratiques pour la mise en place des pépinières de bananier plantain et la conduite des plantations de manioc et de banane plantain.

69. **Structuration des groupements de producteurs.** En matière de concertation entre groupements en vue de leur structuration, le projet n'a quasiment mené aucune action. La mission note ainsi que les interactions entre les deux composantes majeures du projet restent faibles. La taille des organisations paysannes reste faible et le taux de défection est très important, se situant en moyenne à 50%. La dynamique d'association reste restreinte au noyau familial. La participation des jeunes aux activités agricoles et aux organisations paysannes est très faible et représente moins de 30% dans les groupements visités. Le constat général est que la plupart des jeunes ont migré à Libreville à la recherche d'emplois supposés moins pénibles que l'activité agricole. Les jeunes résidant dans les villages sont d'avantage attirés par les activités plus rémunératrices dans le très court terme (exploitation forestière, chasse, prélèvement du sable dans les carrières).

70. *En matière de structuration des producteurs, la mission recommande à l'UGP de s'appuyer sur les orientations données dans le cadre de la typologie des microprojets pour organiser les activités collectives autour des investissements structurants de projet à savoir : les centres de groupage, les unités de transformation du manioc, la cartographie des appuis dans les bassins de production pour l'organisation de la commercialisation, la mise en place des réseaux de paysans semenciers et les ateliers d'apprentissage/échanges sur les techniques de production.*

71. **Appui à l'émergence d'opérateurs privés et de micro-entreprises.** Cette activité vise à renforcer les capacités opérationnelles et gestion et des opérateurs privés et des micro-entreprises qui interviennent en amont et en aval des filières ciblées. La mission a constaté que les organisations paysannes éprouvent d'énormes difficultés à trouver des opérateurs privés capables de mener certaines prestations de services pour la mise en place des parcelles de production (défrichage, abattage, tronçonnage). La main-d'œuvre est rare en milieu rural et la population agricole est vieillissante (l'âge moyen est de 50 ans). Le PDAR a contribué toutefois à l'installation de certains groupements spécialisés dans la production du matériel végétal. Ce type de métier mérite d'être promu et d'avantage structuré. Les autres entreprises privées en aval pour les fonctions telles que la transformation, la réparation, l'entretien des équipements ou la fabrication des outillages agricoles sont quasiment inexistantes.

72. *Compte tenu de la difficulté de trouver des prestataires de services dans la zone du projet, la mission recommande de surseoir à la réalisation d'une étude complète sur l'émergence d'opérateurs privés et des micro-entreprises. Le projet devra plutôt mobiliser les TAC pour effectuer un recensement rapide des prestataires existants sur la base d'une fiche de collecte d'informations précisant : le type de métier, les offres de services, les modalités d'intervention, les prix, le type de client, les moyens logistiques et matériels d'intervention. Sur la base de ce recensement, le projet devra établir la cartographie des prestataires et la confronter aux zones de déploiement des activités du projet afin de définir les partenariats envisageables et les appuis à apporter à ces prestataires et leur développement dans le cadre de leur collaboration avec le PDAR.*

2 - Renforcement des capacités institutionnelles.

73. **Mise en place d'un Centre d'Appui Rural.** Ce centre devait faciliter la mise en relation des producteurs avec les services d'appui compétents pour répondre à leurs besoins. Il était prévu que la gestion de ce centre soit confiée à une ONG locale. La mission constate que le PDAR n'a pas pu trouver d'ONG ayant des compétences nécessaires pour mettre en place et gérer ce type de structure. C'est pourquoi le PTBA 2014 n'a pas prévu d'activité pour la mise en place du Centre d'appui rural.

74. *La mission réitère la nécessité de surseoir à la mise en place du Centre d'appui rural qui n'apparaît plus pertinent à ce stade de la mise en œuvre du projet. Le PDAR devra cependant travailler en étroite collaboration avec la Direction Régionale de l'Agriculture pour renforcer les capacités de ses cadres en matière de suivi et d'encadrement des groupements et assurer ainsi le transfert des compétences d'accompagnement une fois que les activités du PDAR arriveront à terme.*

75. **Appui aux agents du service statistique provincial.** Cette activité consiste à renforcer les capacités des agents du service statistique provincial du Ministère en charge de l'agriculture pour qu'il puisse assurer ses fonctions régaliennes de suivi hebdomadaire des prix des principaux marchés, d'évaluation régulière des productions agricoles liées aux filières ciblées et de diffusion des informations recueillies au niveau des principaux acteurs des filières cibles.

76. La mission constate que le PDAR n'a pas encore démarré cette activité du fait que le service des statistiques agricoles au sein de la direction régionale de l'agriculture est non opérationnel et ne dispose pas de compétences spécifiques sur la thématique.

77. *La mission recommande au gouvernement d'affecter un cadre à la direction régionale de l'agriculture, pour animer le service des statistiques agricoles et servir de point focal au partenariat avec le projet.*

78. *La mission recommande en outre au projet d'accélérer la mise en œuvre des appuis prévus au service statistique provincial une fois ce cadre déployé : un bilan de la situation de ce service en termes de capacités techniques et logistiques devra être dressé au préalable en concertation avec la Direction régionale de l'Agriculture. Le projet veillera à impliquer ce service dans la conduite de l'enquête sur la situation des indicateurs de référence du PDAR.*

Actions convenues	Responsables	Date limite
11. <i>Intensifier la sensibilisation des groupements de producteurs sur les opportunités d'appui qu'offre le PDAR, organiser les échanges d'expérience entre les organisations de producteurs et, sur cette base identifier les thèmes fédérateurs devant servir de support pour l'organisation des acteurs ;</i>	Superviseur renforcement des capacités	Mai 2014 et continue
12. <i>Sur la base des résultats de l'étude sur la stratégie et le plan de communication : (i) entrer en partenariat avec les radios ciblées et assurer la mise en œuvre des programmes d'information hebdomadaires des bénéficiaires sur les activités du PDAR ; (ii) préparer et diffuser les brochures et fiches techniques sur les différents thèmes (production, transformation, lutte contre les maladies, organisation et gestion etc.) ; (iii) organiser et animer des émissions thématiques mensuelles portant sur les aspects techniques, l'organisation de la filière et le développement social ; (iv) assurer la diffusion des informations sur les prix.</i>	Superviseur renforcement des capacités	Mai 2014 et continue
13. <i>Equiper les paysans relais et poursuivre le renforcement de leur capacité ainsi que leur accompagnement pour qu'ils jouent le rôle attendu d'eux dans l'animation des groupements paysan et</i>	Superviseur renforcement des	Juin 2014

Actions convenues	Responsables	Date limite
<i>l'appui techniques aux autres agriculteurs</i>	<i>capacités</i>	
14. <i>Former les TAC à l'animation, la gestion des groupements des producteurs, la connaissance du processus de formalisation et les outils d'accompagnement des producteurs à l'organisation/structuration.</i>	Superviseur renforcement des capacités	Mai 2014
15. <i>Former les comités de gestion des groupements de producteurs à l'animation des groupes, l'organisation, la planification et la gestion financière des activités. Développer des outils spécifiques et les mettre à la disposition des TAC et des groupements.</i>	Superviseur renforcement des capacités	Juin 2014
16. <i>Sur la base des orientations données dans le cadre de la typologie des microprojets, organiser les activités collectives autour des investissements structurants de projet à savoir : les centres de groupage, les unités de transformation du manioc, la cartographies des appuis dans les bassins de production pour l'organisation de la commercialisation, la mise en place des réseaux de paysans semenciers et les ateliers d'apprentissage/échanges sur les techniques de production.</i>	Superviseur renforcement des capacités	Juillet 2014 et continue
17. <i>Surseoir à la réalisation d'une étude complète sur l'émergence d'opérateurs privés et des micro-entreprises. Mobiliser dans ce cadre les TAC pour : (i) effectuer un recensement rapide des prestataires existants sur la base d'une fiche de collecte d'informations précisant : le type de métier, les offres de services, les modalités d'intervention, les prix, le type de client, les moyens logistiques et matériel d'intervention ; (ii) établir la cartographie des prestataires et la confronter aux zones de déploiement des activités du projet afin de définir les partenariats envisageables et les appuis à apporter à ces prestataires et assurer leur développement dans le cadre de la collaboration avec le PDAR.</i>	Superviseur renforcement des capacités	Immédiat
18. <i>Surseoir à la mise en place du Centre d'appui rural et collaborer avec la Direction régionale de l'Agriculture pour renforcer les capacités de ses cadres en matière de suivi et d'encadrement des groupements afin l'accompagnement des groupement et la poursuite de cette activité après la clôture du PDAR.</i>	Superviseur renforcement des capacités	Immédiat
19. <i>Affecter un cadre spécialiste à la direction régionale pour opérationnaliser le service statistique. Accélérer la mise en œuvre des appuis prévus au service statistique provincial notamment effectuer un bilan de la situation de ce service en termes de capacités techniques et logistiques en concertation avec la Direction régionale de l'Agriculture afin de cibler les appuis à apporter</i>	Superviseur renforcement des capacités avec appui du RSE	Mai 2014
20. <i>Impliquer le service statistique provincial dans la conduite de l'enquête sur la situation des indicateurs de référence du PDAR</i>	Responsable suivi-évaluation	Juin 2014
21. <i>Recruter un spécialiste en gestion des connaissances / communication</i>	Directeur Projet	Juin 2014

D. Performance de la mise en œuvre du projet

79. **Gestion du projet.** La faible performance du PDAR consécutive à la faiblesse des capacités techniques et de gestion de l'équipe avait conduit le Ministère en charge de l'agriculture à licencier 3 cadres du projet en Juillet 2012 pour insuffisance de résultats. Un dispositif transitoire avec un directeur intérimaire et une assistance technique internationale en gestion administrative et financière avait dès lors été mis en place pour assurer la continuité de l'administration du projet. Le recrutement de nouveaux cadres avait fini par aboutir en Juillet 2013 après 2 processus infructueux. Dès son installation, la nouvelle équipe a bénéficié d'une semaine d'atelier d'induction à la gestion des projets FIDA organisé par le Bureau Pays.

80. La mission a noté que la nouvelle équipe, consciente des enjeux et des défis à relever, est effectivement engagée à changer la situation du projet. La mission a salué cette volonté et reconnu le dynamisme insufflé à la mise en œuvre des activités depuis Août 2013.

81. Le système managérial du projet a été jugé modérément satisfaisant. La direction du projet a mis en place les outils permettant d'analyser la performance des différents acteurs dans l'exécution des tâches définies. L'évaluation des techniciens d'appui conseil (TAC) telle que recommandée par les missions de suivi, a été effectivement menée, et des décisions de gestion envisagées. Elle a organisée des réunions de coordination pour diagnostiquer les dysfonctionnements dans la gestion des activités et suivre l'état l'avancement des activités. Ces réunions qui, au départ, étaient systématisées, ont vu leur fréquence baisser après quelques mois du fait de conflits d'agenda réguliers au niveau des cadres. Cette situation a quelque peu réduit la capacité de l'UGP à opérer des recadrages lorsque requis dans les délais raisonnables.

82. Le défis actuel du projet, semble être la planification d'ensemble qui devrait permettre aux composantes techniques et au Service Administratif et Financier de mieux communiquer sur les réalisations techniques, et le traitement administratif et financier qui devrait s'en suivre. Aussi, la mission a pu constater une méconnaissance et une faible appropriation du manuel de procédures par le personnel du projet.

83. *La mission recommande à la direction de définir une méthode de travail ainsi que des outils et dispositifs de contrôle des opérations capable d'apporter la visibilité requise sur l'efficacité et l'efficience. A cet effet, elle instituera des réunions de direction hebdomadaires avec les cadres, des réunions de coordination mensuelles avec les cadres et le personnel d'appui au sein de l'UGP et enfin des réunions de coordination trimestrielle élargie aux TAC sur le terrain. Chaque réunion devra être assortie d'un tableau de compte rendu, précisant pour chaque item discuté, les actions à prendre, le responsable, et les délais. L'utilisation du tableau de bord pour le suivi de l'exécution technique, de l'exécution financière et de de la trésorerie devra aussi être instituée : tableau de suivi de l'exécution du PTBA, tableau de suivi des marchés, situation des engagements à solder, tableau de suivi de l'exécution des engagements, tableau récapitulatif de la performance, état de reconstitution du compte spécial, état de rapprochement bancaires.*

84. En matière de ressources humaines, la mission a noté que suite à une démission, le projet fonctionne avec 14 TAC sur les 15. *Elle invite l'UGP à finaliser dans les meilleurs délais le processus de recrutement initié, et à constituer à partir de ce processus, une liste de 3 candidats qui bénéficieront de la formation initiale des TAC et qui pourraient relayer un TAC donné en situation d'absence de moyenne à longue durée.*

85. **Suivi-évaluation.** Le PTBA 2013 prévoyait : (i) la mobilisation d'un consultant pour apporter un appui technique au RSE (Paramétrage, utilisation du logiciel et renseignement du site web du projet) ; (ii) la mise à jour de la base de données de l'application du système de suivi-évaluation du projet ; (iii) la formation du personnel du projet (Superviseurs de composantes et TAC) sur l'utilisation des outils de collecte d'analyse et de traitement des données afin de garantir la régularité et la fiabilité des données et, (iv) l'organisation des missions de supervision du CNPS (2), de la DNP-FIDA (2), des réunions du CNPS à Libreville (2) et du CCTP à Oyem (2), pour le suivi du PTBA 2013 et la validation du PTBA 2014 ainsi que l'organisation de 2

commissions d'approbation des microprojets de filières à Oyem.

86. La mission note avec satisfaction que le système de suivi-évaluation a été réorganisé et la base de données a été reparamétrée. La version actuelle de l'application intègre différents modules aidant au pilotage du projet : (i) SYGRI - le modèle du rapport a été intégré dans l'application de manière à être renseigné automatiquement. Ainsi, le rapport SYGRI 2013 a été généré par l'application et une collecte des données sur les indicateurs de soutien du deuxième niveau a été conduite auprès des producteurs ; (ii) le module sur le cadre logique a été revu afin de mieux effectuer les planifications pluriannuelles ; (iii) des modules complémentaires liés à la gestion financière et à la passation des marchés ont été introduites et activés (suivi du plan de passation de marchés, suivi des recommandations des missions de supervision et suivi des DNO. Les fiches de collecte des informations ont également été révisées et adaptées aux différents modules de l'application. Les données à dates sont à jour dans le système.

87. La mission a également noté que les missions de supervisions du CNPS, de la DNP-FIDA, les réunions du CNPS, CCTP et de la CTAMF ont été régulièrement organisées ; Une session de formation/concertation avec les TAC a été organisée par l'UGP pour affiner les outils et fiches de collecte des informations.

88. Malgré ces améliorations, la mission note que certains responsables de composantes, notamment le SAF et la composante promotion des filières ne renseignent pas directement les données dans l'application alors qu'ils ont accès au système et ont été formé. Cette situation crée une charge de travail supplémentaire au responsable du Suivi-évaluation et occasionne également des retards dans la mise à jour des informations.

89. En matière de suivi des données financière, la mission note que les informations disponibles au niveau du SSE sont limitées au suivi du traitement des DRF et DPD (date de transmission au service de la dette et au FIDA, statut et montant des paiements). Quant au registre de suivi des DNO, il n'est pas mis à jour. Au niveau de l'UGP la mission a noté le non-respect des obligations de transmission de rapport de mission pour boucler paiement des reliquats de frais de mission. De même les copies des TDR finalisés ne sont pas envoyées au RSE pour être incluses dans le système. Ceci est valable pour les rapports des diverses études menées par le PDAR.

90. *La mission recommande que le Directeur du projet assure, par la signature d'une note de service, le respect des directives en matière de renseignement de la base de données du système de suivi-évaluation par les responsables des composantes du PDAR, de dépôt des rapports de mission avant clôture des paiements et de transmission des copies électroniques des études validées pour archivage;*

91. La mission note également que les demandes d'information aux TAC ne sont pas harmonisées et donnent l'impression qu'il existe plusieurs centres de commandes (Superviseur renforcement des capacités, superviseurs promotion des filières et Responsable suivi-évaluation) créant des répétitions et l'inefficacité dans la remontée des informations.

92. *La mission recommande la création d'un compte d'accès à l'assistance administrative et financière afin de mettre à jour et suivre le registre des DNO.*

93. S'agissant de l'évaluation de la qualité des informations fournies, les TAC indiquent qu'ils n'ont généralement pas le retour et l'appréciation sur leur travail. En ce qui concerne les bénéficiaires, le projet n'a pas encore mis en place des modèles d'outils de collecte des informations essentielles à ce niveau notamment les fiches de reporting des activités et des résultats des productions, des quantités vendues et transformées et des prix. De plus certains outils de travail tels que les pesons ne sont pas mis à la disposition des OP. Cette situation rend limite la fiabilité des informations fournies par les bénéficiaires.

94. *La mission recommande à l'UGP de mettre en place les outils de collecte des données auprès des bénéficiaires, d'assurer leur formation à la collecte des informations et de leur fournir sans délais les moyens nécessaires pour effectuer ce travail. L'UGP devra également réexaminer les fiches de collecte de manière à limiter la collecte des données à l'essentiel et alléger ainsi le travail des TAC. De plus, l'évaluation de*

l'efficacité des modèles de rapport mensuel en place devra être fait et l'outil allégé.

95. En ce qui concerne l'appréciation des résultats de développement du projet, la mission note que le projet n'a pas encore mené l'étude sur la situation des données de référence des principaux indicateurs de développement du PDAR dans sa zone d'intervention((augmentation de la production, des rendements, des revenus, réduction des pertes post-récolte, développement des capacités et accès à l'information commerciale, insertion des femmes et des jeunes dans l'agriculture, transformation etc.).

96. *La mission recommande la réalisation en collaboration avec la Direction nationale des statistiques, l'étude sur la situation des données de références actuelles du projet, permettant de rendre compte de la contribution du PDAR au développement des filières ciblées dans la province du Woleu Ntem.*

97. **Genre.** Les filières visées par le PDAR sont celles qui impliquent principalement les femmes. *Toutefois afin de permettre une meilleure appréciation de l'impact du projet sur sa cible, il est recommandé à l'UGP de s'assurer que les fiches de caractérisation des microprojets et de suivi des activités prévoient spécifiquement l'identification des actions au profit des femmes et des jeunes. Dans le cadre de l'étude sur la situation des données de références actuelle du projet, un accent devra être porté à l'appréciation de l'impact du projet sur les différents groupes cibles et que les données du système soient dorénavant systématiquement désagrégées par sexes et âge.*

98. **Gestion des savoirs.** Le projet a assuré l'hébergement du site Web du projet en février 2014 et a organisé quelques actions de communication par radio et presse lors de l'atelier d'imprégnation des nouveaux cadres organisé en août 2013 et la restitution des résultats de l'étude sur les Peuples Baka en décembre 2013. Le PDAR a également facilité la participation de certaines organisations paysannes à la foire agricole de Libreville d'octobre 2013 permettant ainsi de donner une certaine visibilité aux initiatives et résultats du projet en matière de développement des productions de banane plantain et de manioc. Le PDAR a enfin organisé des échanges d'expériences et de savoir-faire et introduit au niveau des groupements la technique de multiplication rapide de rejets de bananier plantain. L'adoption de la technologie de multiplication du matériel végétal couplé aux voyages d'études a pratiquement révolutionné le paysage agricole de la région et promu de nouveaux producteurs semenciers.

99. Cependant, la gestion des connaissances et des savoirs ainsi que la communication ne sont pas pour l'instant pleinement intégrées dans la mise en œuvre du projet. Un effort de communication a été fait avec l'actualisation et la mise à jour régulière du site web du projet par le responsable suivi évaluation. La mise en œuvre du plan d'actions issu de l'étude en cours sur la sensibilisation et la communication, devrait permettre de relever cette insuffisance. Pour ce faire, comme mentionné plus haut, *la mission recommande le recrutement d'une expertise nationale en matière de gestion des connaissances et communication. Le financement dudit poste pourrait en 2014 être supporté par les financements FIDA, et ensuite par le financement de contrepartie pour les années 2015 et 2016.*

100. La mission a noté que les microprojets et interventions du projet ne sont nullement identifiés sur le terrain. *Elle invite le projet à assurer une meilleure visibilité des interventions à travers la pose systématique de panneaux d'identification.*

Actions convenues	Responsables	Date limite
22. <i>renseigner la base de données du système de suivi-évaluation et transmettre copies électroniques des études validées pour archivage. De même s'assurer que ces données soient dorénavant systématiquement désagrégées par sexes et âge.</i>	<i>responsables des composantes</i> <i>Assistante de direction</i>	<i>Immédiat</i>
23. <i>créer un compte d'accès à l'assistante administrative et financière pour mettre à jour et de suivre le registre des</i>	<i>Responsable suivi-évaluation</i>	<i>Immédiat</i>

Actions convenues	Responsables	Date limite
<i>DNO</i>		
24. Mettre en place les outils de collecte des données auprès des bénéficiaires, assurer leur formation à la collecte des informations et leur fournir les moyens nécessaires pour effectuer ce travail. Réexaminer notamment les fiches de collecte de manière à limiter la collecte des données à l'essentiel et alléger ainsi le travail des TAC.	Responsable suivi-évaluation	Mai 2014
25. Assurer l'évaluation de l'efficacité des modèles de rapport mensuel en place et alléger l'outil.	Responsable suivi-évaluation	Mai 2014
26. Réaliser en collaboration avec la Direction nationale des statistiques, l'étude sur la situation des données de références actuelle du projet, rendre compte de la contribution du PDAR au développement des filières ciblées dans la province du Woleu Ntem et son impact sur les différents groupes cibles.	Responsable suivi-évaluation	Juin 2014
27. s'assurer que les fiches de caractérisation des microprojets et de suivi des activités prévoient spécifiquement l'identification des actions au profit des femmes et des jeunes.	Responsable suivi-évaluation	Mai 2014

E. Gestion financière

101. Une évaluation du système de gestion financière a été conduite pour vérifier sa conformité avec les exigences du FIDA en matière de risque fiduciaire et de performances financières. Nonobstant les efforts faits par la nouvelle équipe, **le niveau du risque fiduciaire associé au projet a été évalué comme moyennement élevé du fait** des insuffisances constatées dans certains domaines de la gestion financière, notamment le flux des fonds, la gestion des ressources et le contrôle interne. La non mise en œuvre immédiate des recommandations proposées, pourrait négativement affecter l'exécution du projet. Le niveau de performance de la gestion financière du PDAR est jugé **plutôt insatisfaisant**.

102. **Structure organisationnelle et personnel.** A la date de la mission, on constate que la structure organisationnelle du SAF du PDAR est globalement adéquate pour la mise en œuvre du projet. La description des fonctions et le cahier de charge des différents responsables de l'UGP est claire dans le manuel de procédures, cependant *dans le processus de révision du manuel du projet, les responsabilités et les tâches de la comptable et de l'assistante administrative et comptable doivent être passées en revue et mises à jour afin d'assurer une correcte ségrégation des tâches et séparations de fonctions.* En ce qui concerne la gestion du personnel la mission constate que l'évaluation du personnel pour la période jusqu'au 31 décembre 2013 a été faite: la documentation est disponible et correctement classée. La mission constate que l'assurance maladie pour le personnel du projet est en cours de renouvellement et qu'au moment de la supervision le personnel n'est pas couvert. Aussi les impôts sur les salaires du personnel, que le projet retient à la source n'ont été jamais reversés à l'administration fiscale. *La mission recommande de régulariser immédiatement ces anomalies constatées.*

103. **Budget.** Le PTBA 2014 a été préparé par le projet, discuté avec le FIDA en décembre 2013, validé par le CNPS. La version finale n'a été transmise au FIDA pour Avis de Non objection que le 17/2/2014. Le PTBA 2014 présente la programmation par sources de financement et par composantes, sans inclure une ventilation par catégorie de dépenses. *Afin de pouvoir correctement estimer la consommation des catégories et de faire le suivi nécessaire la mission recommande de faire une intégration du tableau budgétaire par catégorie de dépenses.*

104. **Situation de trésorerie et gestion du compte spécial.** La situation de trésorerie à la date de la mission est préoccupante du fait que les demandes de remboursement n'aient pas été préparées à temps et transmises au FIDA. Cette situation est due à des retards dans la mise à jour de la comptabilité (situation héritée depuis 2012) mais aussi par l'absence de planification des besoins en général et de plan de trésorerie en particulier. Les 2 DRF no 27 et 28 préparées à Mars 2014, totalisent presque 212 millions de FCFA (environ 96% de l'allocation du compte spécial), ce qui pose de graves problèmes de trésorerie. *La mission recommande l'élaboration et la mise à jour régulière de plans prévisionnels de trésorerie sur la base du PTBA et du Plan de Passation des Marchés ainsi que des éléments de la planification rapprochée des activités. Ces plans prévisionnels de trésorerie devront être portés à la connaissance de l'équipe du Projet lors des réunions périodique de coordination.*

105. **Reconstitution du compte désigné⁶.** La reconstitution du compte désigné au 28/02/2014 fait ressortir un écart total de FCFA 43 747 022 qui se décompose comme suit :

Dépôt initial compte spécial (A)	220 000 000
Solde du compte spécial au 28/12/2014	3 202 892
Solde caisse au 28/12/2014	589 208
DRF pas encore créditées (no 27 et 28)	212 245 657
Dépenses non encore demandées en remboursement	47 709 265
Intérêts crédités	0
Sous Total (B)	263 747 022
Discordance (A)-(B)	-43 747 022
Detail de la discordance:	
Écart /trop perçu/à rembourser au FIDA	-5 552 000
Dépenses non encore passées/comptes bancaires	630 000
Dépenses éligibles au FIDA préfinancées par la contrepartie à rembourser	
au compte de contrepartie	-31 013 949
Écart/ Différence à rechercher	-7 811 073
	-43 747 022

- un montant de 31 013 949 FCFA préfinancé par le compte de contrepartie au compte spécial. Ce montant doit être immédiatement reversé sur le compte de contrepartie dès l'approvisionnement du compte désigné.
- un montant de 5 552 000 FCFA dû à des dépenses inéligibles (serveur) qui avaient déjà reversées dans le compte spécial FIDA (chargées à la contrepartie). Ce montant devrait être reversé au FIDA. Il devra être déduit dans la prochaine DRF en l'affectant (montant négatif) à la catégorie II "Equipements, Matériels et Véhicules".
- un écart d'environ 7 811 073.00 FCFA qui n'est pas encore retracé dans la comptabilité. Il s'agit probablement de dépenses éligibles au FIDA mais financées avec les fonds de contrepartie virés dans le compte spécial. Il est recommandé d'investiguer sur ce montant, faire les ajustements en comptabilité et virer éventuellement le montant dans le compte de contrepartie.

106. Ces écarts dénotent soit un recours habituel à des préfinancements du compte spécial avec les fonds de contrepartie, soit une absence de suivi régulier du compte spécial et des analyses des écarts. *Le projet doit arrêter cette pratique de préfinancement en transférant des fonds dans le compte spécial. Les dépenses payées par les fonds de contrepartie devront être financées directement par ce compte et être demandées en remboursement au FIDA avec une DRF suivant la procédure IV, la reconstitution du compte*

⁶ Anciennement appelé compte spécial.

désigné devra être systématiquement effectuée à la fin de chaque mois et les écarts analysés et justifiés.

107. **États Certifiés de Dépenses (ECD).** La mission a procédé à l'analyse d'un échantillon de dépenses soumises sous ECD (formulaire 102) dans les DRF 24, 25 et 26. L'analyse révèle que les dépenses ne sont pas suffisamment documentées dans la majorité de cas (Ordre de mission, TDR, facture, bon de commande, bon de livraison, liste des participants pour les ateliers, ...). Certaines anomalies ont été constatées en ce qui concerne l'évidence du contrôle (matérialisation du bon à payer, du service fait etc.). Pour la plupart des dépenses de la catégorie 5 "Microprojets" testées, la mission note une absence de certification des dépenses et/ou de preuve de certification des dépenses. *Il est recommandé d'améliorer la qualité des DRF, et en général assurer l'exhaustivité de la documentation support de toute dépense. Il est aussi recommandé que le FIDA révise les seuils des ECD et en particulier de ne pas appliquer le seuil de 30 000 USD (environ 15 000 000 FCFA) à la catégorie 5.*

108. **Contrôle interne et gestion comptable.** Le processus de contrôle au niveau de l'engagement et l'exécution des dépenses, la comptabilisation des opérations, la gestion de la trésorerie et l'exécution budgétaire sont clairement définies dans le manuel et principe de séparation des tâches dans l'engagement et l'exécution des dépenses est généralement respecté.

109. En ce qui concerne le manuel des procédures le RAF a engagé une révision du document. Un premier projet de manuel révisé a été transmis au FIDA pour observations. Les observations ont porté notamment sur (i) l'intégration dans l'organigramme du spécialiste en génie civil à recruter de la cadre du fonds additionnel, (ii) la prise en compte des aspects liés au contrôle interne en ce qui concerne la saisie de la comptabilité, (iii) la prise en compte des procédures comptables actuellement utilisées au sein du Projet. *La mission recommande que la révision du manuel des procédures soit menée par le RAF avec l'appui de la Comptable notamment sur les aspects relevant de la gestion comptable. Au besoin, un appui technique du FIDA pourra être apporté au projet pour conduire cet exercice. Le projet devra ensuite organiser un atelier d'appropriation du manuel de procédures avec l'ensemble du personnel y compris les TAC. Ledit atelier pourra aussi être facilité avec l'appui technique du FIDA.*

110. Certaines procédures afférant au domaine du contrôle interne ne sont pas respectées, ce que pourrait avoir des effets négatifs sur les actifs du projet. En particulier en ce qui concerne la gestion des immobilisations et des stocks, bien que le registre d'immobilisations soit tenu l'inventaire physique des biens n'est pas fait. *La mission recommande que l'inventaire physique des biens soit fait séparément (de la tenue du registre des immobilisations) et qu'après soit documenté et rapproché au registre immobilisations. La mission constate aussi que certains carnets de bord des véhicules ne sont pas régulièrement mis à jour. Les fiches de carburant n'existent pas.*

111. Quant aux fournitures du bureau, elles n'ont pas été inventoriées en fin d'année. La mission relève que les fiches de stock ne sont pas régulièrement tenues. *Il est recommandé au RAF de superviser régulièrement la tenue des fiches de stock et l'inventaire.*

112. Concernant la gestion comptable, à la faveur de la mission d'appui du comptable d'un projet FIDA du Congo, des acquis de l'atelier régional sur le contrôle interne et de la mise œuvre des recommandations de la dernière mission de suivi du FIDA, la mission note avec satisfaction une nette amélioration de la gestion comptable du PDAR. Un système de codification des pièces comptables a été mis en place permettant une recherche aisée et rapide, les arrêtes mensuels des caisses de menues dépenses, ainsi que les rapprochements bancaires sont régulièrement effectués, la documentation relative à la justification des dépenses est plus complète que par le passé. Toutefois, la mission note qu'il a encore un effort à faire dans l'analyse des informations comptables et financières en vue de produire des informations cohérentes et fiables. *À cet effet, la mission recommande au RAF de mettre en œuvre le système de contrôle comptable et financier prévu par le manuel des procédures. Ce contrôle mensuel devra être documenté. Dans ce cadre, les comptes de l'exercice 2013 doivent être revus avant transmission des états financiers au FIDA au plus tard le 30 avril 2014. Il importe de signaler que les arrêtes de caisse ne sont pas accompagné par le processus de billettage. Les PV de billettage doivent se faire mensuellement.*

113. En ce qui concerne la fonctionnalité du logiciel de gestion comptable et financière la mission relève que le logiciel nécessite encore quelque paramétrage pour la comptabilité analytique et la saisie du budget. Une nouvelle version du logiciel est disponible avec plus de fonctionnalités que la version actuellement utilisée par le Projet. *La mission recommande d'adresser au FIDA une requête incluant une note technique sur les améliorations et les nouvelles fonctionnalités qu'offre la nouvelle version du logiciel ainsi les avantages que le Projet pourrait avoir en terme d'efficacité dans le traitement des opérations comptables et financières.*

114. Mobilisation des ressources réalisations et décaissements. Au 28 février 2014, le PDAR a mobilisé 83% des ressources du Projet correspondant à USD 7,032 millions dont 66% du Prêt FIDA (USD 3,378 millions), 66% du Don FIDA (USD 181 880), 116% des fonds de contrepartie (USD 2,515 millions) et 208% des contributions des bénéficiaires.

115. Réalisations financières cumulées du PDAR. Après six années de mise en œuvre du Projet, le cumul des réalisations financières est évalué à FCFA 3,087 milliards (USD 6,571 millions) soit un taux d'exécution financière globale de 78% par rapport à l'allocation initiale (FCFA 4,277 milliards soit USD 8,434 millions) qui montre une nette amélioration par rapport au taux constaté lors de la mission de mai 2013 (57%). Ces dépenses cumulées se répartissent comme suit par composante par rapport à l'allocation initiale de chaque composante : 58% pour la composante A "Promotion des filières agricoles", 33% pour la composante B "Renforcement des capacités" et 165% pour la composante C "Coordination, suivi et évaluation".

116. Réalisations financières des PTBA 2013 et 2014. Au 31/12/2013, le taux de réalisation financière du PTBA 2013 était de 63% tous financements confondus. Le taux de réalisation du PTBA 2013 sur le financement FIDA est respectivement de 54.63% pour le prêt et de 54.18% pour le don. Le taux d'exécution global du projet au 31/12/2013, tous financements confondus, est de 71.72%. L'exécution financière du PTBA 2014 est évaluée à 3,5% au 28 février 2014 et le taux d'exécution global du projet s'atteste au 72.54%

117. Les taux de réalisation par composante se présentent comme suit :

Composante	PTBA 2013 (en %)	PTBA 2014 au 28.02.201 (en%)
Composante A – Promotion des filières agricoles	49	1,2
Composante B – Renforcement des capacités des acteurs	40	6,4
Composante 3 – Coordination, suivi et évaluation	103	8,9
Global	63	3,5

118. Décaissement du prêt FIDA. Le PDAR a enregistré au 28 février 2014 un taux de décaissement réel du prêt FIDA de 58,08% correspondant à USD 3,378 millions. En tenant compte des DRF 27 et 28 en cours de traitement, le taux de décaissement est de 65,70%.

119. Le décaissement par catégorie de financement au se présente comme suit :

Catégorie	Taux (en %) au 28.02.2014
1- Génie civil et rural	63,94
2- Equipements, Matériels et Véhicules	76,509
3- Assistance technique – Formation – Information	75,44
4- Etudes	107,34
5- Micro Projets de filières	31,33
6- Prestations de services	88,06
7- Salaires	111,30
8 – Coût de fonctionnement	85,20

120. Certaines catégories de dépenses sont déjà en dépassement notamment les catégories n°4 "Etudes" et n°7 "Salaires" qui sont décaissés respectivement à hauteur de 107% et 111%. Dans la perspective de la prolongation de la durée de mise en œuvre du Projet de 3 ans, une proposition de réallocation des ressources du prêt devra être envisagée par le projet en tenant compte du PTBA 2014 et des prévisions budgétaire pour les exercices 2015 à 2017. À présent et afin de pouvoir continuer à décaisser sur la catégorie épuisées, *il est recommandé que le FIDA réalloue des ressources de la catégorie "Non alloué" vers les catégories 4 et 7.*

121. **Décaissements du Don FIDA.** Le don FIDA est mobilisé au début de chaque année pour le financement exclusif des activités de suivi-évaluation. Au 28.02.2014, le don est décaissé à hauteur de 62,10% représentant USD 181 88,29.

122. **Contributions des bénéficiaires.** L'UGP évalue la contribution des bénéficiaires depuis le démarrage du Projet à FCFA 265,963 millions (USD 531 926) soit 207,78% de l'engagement initial de FCFA 127 millions (USD 256 000). L'UGP explique ce dépassement par la prise en charge par les bénéficiaires de certaines opérations initialement financées par le projet (entretien des parcelles, trouaison, coupe de piquet et piquetage...), modifiant de façon significative la proportion de la contribution des bénéficiaires dans la mise en œuvre des microprojets de production qui passe de 10 à 50% environ.

123. **Fonds de contrepartie.** Les fonds de Contrepartie provisionnés dans les PTBA depuis le démarrage du Projet ont été entièrement décaissés par l'État avec cependant des retards par rapport au PTBA de référence. Le paiement à date de la contrepartie de l'État Gabonais, s'élève à 1 257 654 150 FCFA, ce qui dépasse de 13% la contribution prévue au moment de la formulation du projet (FCFA 1 110 000 000). Au regard de la date d'achèvement initialement prévue pour le 31/03/2014, le Gouvernement n'a pas prévu de contrepartie pour 2014. Compte tenu de la prolongation de la durée du projet de trois ans, les besoins en fonds de contrepartie estimés par l'UGP au titre du PTBA 2014 s'élèvent à F CFA 269 988 000. En considérant le reliquat représentant les 13% supplémentaires déjà versés, le montant à mobiliser est estimé à FCFA 139 988 000. *Il est vivement recommandé au Gouvernement Gabonais de mobiliser ce montant dans les meilleurs délais, faute de porter préjudice à l'atteinte des résultats de 2014.*

124. **Respect de l'accord de financement.** Les dispositions de l'accord de financement et de la lettre à l'emprunteur sont généralement respectées. Pour l'année 2012 les états financiers ont été soumis au FIDA avant le 31 mars 2013 et le rapport d'audit de l'exercice 2012 est parvenu au FIDA dans les délais convenus.

125. **Passation des marchés.** La mission relève que les procédures de passation des marchés sont gérées par les responsables de composante. Elle rappelle que la responsabilité de la passation des marchés incombe au RAF. A cet effet, *la mission recommande que (i) les dossiers de passation des marchés détenues par les responsables de composante soient transmis au RAF, (ii) le RAF mette en place un classement des dossiers permettant une recherche aisée et rapide, (iii) le RAF avec l'appui de l'AAC et mette à jour les fiches de suivi des contrats, (iv) mette régulièrement à jour le plan de passation des marché pour en faire un véritable outil et de pilotage.* Une analyse plus approfondie des activités de passation des

marchés du projet et du PPM est présentée dans un document de travail du rapport de supervision.

126. Par ailleurs, au regard des activités à venir du financement additionnel, et de la forte charge de travail actuelle du RAF en ce qui concerne les questions administratives, financières et comptables, la mission recommande le recrutement spécialiste en *passation de marchés, dont le salaire sera paritairement cofinancé par les ressources FIDA et les ressources de contrepartie.*

127. **Audit.** Le rapport d'audit 2012 a été soumis dans les délais requis. De l'analyse effectuée par les services du FIDA il ne ressort pas d'anomalies ou insuffisances majeures dans la présentation des états financiers, bien que l'opinion sur les états financiers fût avec réserves (l'opinion sur le compte spécial du prêt est sans réserves). La mission d'audit a été conduite selon les normes ISA et généralement en accord avec les termes de références validées par le FIDA. Cependant il a été constaté que le cabinet CEAC a émis une opinion sur le compte de prêt et de don, en soulevant des réserves qui ne sont pas correctes (opinion sur compte de prêt émise avec réserve dû au fait que le projet n'a pas comptabilisé le montant total du prêt et il a seulement comptabilisé les subventions reçues, ce qui est effectivement correct). L'UGP n'a fourni aucun commentaire sur cette opinion et non plus sur aucune des recommandations soulevées sur le système du contrôle interne

128. Pour l'audit des comptes 2013 le FIDA a validé les termes de références et le démarrage des travaux est prévu pour le début du mois de mai. *Il est recommandé que l'UGP fasse un suivi régulier des travaux d'audit afin d'assurer la soumission du rapport avant le 30 juin 2013, comme requis par le FIDA. De plus le rapport devra contenir les commentaires de l'UGP aux recommandations et/ou aux opinions émises par l'auditeur.*

Actions convenues	Responsables	Date limite
28. Lors de la révision du manuel passer en revue les responsabilités et les tâches de la comptable et de l'assistante administrative et comptable	RAF	31/07/2014
29. Renouveler l'assurance maladie pour le staff du projet	RAF	Immédiat
30. Reverser les impôts sur les salaires du staff du projet à l'administration fiscale	RAF	Immédiat et continu
31. Réviser le PTBA 2014 et Intégrer le du tableau budgétaire par catégorie de dépenses. Spécifier pour chaque activité du PTBA la catégorie de dépense à affecter	RAF	30/04/2014
32. Élaborer et la mettre à jour régulière les plans prévisionnels de trésorerie sur la base du PTBA et du Plan de Passation des Marchés. Soumettre ces plans à l'attention du DP et de l'équipe du Projet lors des réunions périodique de coordination.	SAF	30/04/2014 et continu
33. Apurer les écarts constatés dans la reconstitution du compte spécial et retracer la différence de 7 811 073.00 FCFA	SAF	30/04/2014
34. Effectuer systématiquement la reconstitution du compte désigné soit à la fin de chaque mois et procéder à l'analyse des écarts éventuels les écarts analysés et justifiés	SAF	30/04/2014 et continu
35. Améliorer la qualité des DRF, et en général assurer l'exhaustivité de la documentation support de toute dépense	SAF	Immédiat
36. Réviser le manuel des procédures notamment sur les aspects relevant de la gestion comptable.	RAF et Comptable	30/06/2014
37. Effectuer sur base semestrielle l'inventaire physique des biens du projet et le rapprocher avec le registre des immobilisations	SAF + personnel d'un autre service du projet	30/06/2014

Actions convenues	Responsables	Date limite
	<i>à rotation</i>	
38. <i>Mettre à jour régulièrement tous les carnets de bord des véhicules</i>	RAF et AAC	30/04/2014 et continu
39. <i>Créer des fiches de stock du carburant et superviser leur mise à jour régulière</i>	RAF et AAC	30/04/2014 et continu
40. <i>Mettre en œuvre un système de contrôle comptable et financier des opérations comptables</i>	RAF	30/06/2014
41. <i>Lors de la production mensuelle des arrêtés de caisse, effectuer aussi le billettage et le PV relatif</i>	Comptable	30/04/2014 et continu
42. <i>Procéder à la réallocation des ressources du prêt de la catégorie non-alloué aux catégories 4 et 7</i>	FIDA	31/05/2014
43. <i>Mobiliser la contrepartie pour l'année 2014</i>	Gouvernement	immédiat
44. <i>Transmettre au RAF les dossiers de passation des marchés détenus</i>	Responsables de composante	30/04/2014 et continu
45. <i>Mettre en place un classement efficace des dossiers de passation des marchés, tenir et mettre à jour les fiches de suivi des contrats et mettre régulièrement à jour le plan de passation des marchés</i>	RAF	30/06/2014 et continu

F. Durabilité

129. A ce stade de la mise en œuvre, le projet devra travailler davantage à consolider ses acquis en matière de production et diffusion du matériel végétal de qualité. La mise en place et le renforcement des capacités organisationnelles et de gestion des groupements de producteurs est primordial pour assurer la pérennité des investissements collectifs et la poursuite de l'accompagnement technique des producteurs.

G. Impact

130. On assiste à un changement de perception de l'agriculture familiale qui s'oriente de plus en plus vers le marché avec une évolution des surfaces cultivées passant de 0,5 ha à 3,3 ha en moyenne avec application des itinéraires techniques adaptés. À travers l'action du PDAR, les organisations paysannes se mettent en place et devraient se consolider/se fédérer pour participer activement à la gestion des filières agricoles. L'agriculture vivrière dans la province Woleu Ntem, suscite de plus en plus l'intérêt des populations qui ont pu constater les revenus tirés par leurs pairs de la vente des productions issues des plantations de bananier plantain et de manioc mis en place avec l'appui du PDAR.

131. Au niveau national, les organisations paysannes appuyées par le PDAR se sont fait remarquer ces dernières années en gagnant la quasi-totalité des prix nationaux du concours de la meilleure plantation dénommé « Grand prix du Président de la République Gabonaise » dont les critères principaux de sélection sont l'importance des superficies, l'application des itinéraires techniques appropriés et la capacité d'organisation des producteurs. Ce résultat a suscité l'intérêt des acteurs politiques qui souhaitent que l'action du PDAR soit étendue aux autres provinces du pays.

H. Autres aspects

132. La mission attire l'attention du Gouvernement sur le fait que, d'après les livres comptables du FIDA, la somme de USD 194,727.72 exigible au titre du service de la dette et due le 15 Décembre 2013 n'a pas encore été versée. Afin d'éviter l'application de la mesure relative au moyens de recours du Fonds pour cette inobservation des stipulations de l'accord de financement, la mission invite la partie Gabonaise à

mettre en œuvre les mesures nécessaires pour régler cette obligation dans les meilleurs délais

I. Conclusion

133. Même si l'impact global escompté reste encore attendu, il est établi que le PDAR reste l'un des principaux projets de développement agricole au Gabon. Il a introduit une nouvelle dynamique dans le secteur rural, et suscité un engouement certain au niveau des populations cibles. Avec le renouvellement de l'équipe du projet, la mobilisation des expertises techniques pour l'appui à la mise en œuvre des activités, la mobilisation du financement additionnel, la prorogation de la date d'achèvement de trois ans, toutes les conditions sont réunies pour permettre au PDAR de se lancer désormais dans la densification de ses activités afin de maximiser les résultats et l'impact. Pour se faire, un plan d'opération avec de nouvelles cibles a été discuté et convenu avec le gouvernement et l'équipe du projet. La prochaine mission conjointe de supervision prévue en décembre 2014, sera le lieu d'appréciation de mise en œuvre du plan et de l'ensemble des recommandations de la présente mission.

134. Le FIDA et le Gouvernement de la République du Gabon approuvent les conclusions de la mission de supervision.

Appendice 1 : Résumé de l'état d'avancement du PDAR et notes

Basic Facts

Country	Gabon	Project ID	1313	Loan/DSF Grant No.	722
Project	Agricultural and Rural Development Project			Top-up Loan/DSF Grant	
Date of Update	02-Apr-2014				
Supervising Inst.	IFAD/IFAD				
No. of Supervisions	8	No. of Implementation Support/Follow-up missions	4		
Last Supervision	29-Mar-2014	Last Implementation Support/Follow-up mission	23-Dec-2013		

					USD million	Disb. rate %
Approval	12-Sep-2007			Total financing	14.03	
Agreement	26-Oct-2007	Effectiveness lag	6.3	IFAD Total	6.00	
Entry into force	20-Mar-2008	PAR value	-----	IFAD loan	5.73	65.70
First disbursement	11-Mar-2009			DSF grant		
MTR	22-May-2012	Last amendment		IFAD grant	0.27	62.10
Original completion	31-Mar-2014	Last audit	28-Jun-2012	Domestic Total	2.43	
Current completion	31-Mar-2017			Beneficiaries	0.26	207.78
Original closing	30-Sep-2014			Government (National)	2.18	116
Current closing	30-Sep-2017			External Cofinancing Total	5.60	
No. of extensions	1			OFID	0.20	0
				Spanish Fund	5.40	0

Project Performance Ratings

B.1 Fiduciary Aspects	Last	Current	B.2 Project implementation progress	Last	Current
1. Quality of financial management	3	3	1. Quality of project management	3	3
2. Acceptable disbursement rate	3	4	2. Performance of M&E	3	4
3. Counterpart funds	3	5	3. Coherence between AWPB & implementation	3	3
4. Compliance with financing covenants	3	5	4. Gender focus	4	4
5. Compliance with procurement	3	3	5. Poverty focus	4	4
6. Quality and timeliness of audits	5	5	6. Effectiveness of targeting approach	3	3
			7. Innovation and learning	4	4
			8. Climate and environment focus		
B.3 Outputs and outcomes	Last	Current	B.4 Sustainability	Last	Current
1. Promotion filières agricole grand potentiel marché	3	3	1. Institution building (organizations, etc.)	3	3

2. Renforcement des capacités des acteurs	2	3	2. Empowerment	3	3
			3. Quality of beneficiary participation	3	4
			4. Responsiveness of service providers	3	3
			5. Exit strategy (readiness and quality)	3	3
			6. Potential for scaling up and replication	4	4

B.5 Justification of ratings

Depuis la prise de service de la nouvelle équipe dirigeante au PDAR, une amélioration est notée en termes de programmation et de mise en œuvre technique des activités. La gestion financière présente cependant des irrégularités en matière de contrôle interne, de retard dans la préparation et la soumission des DRF causant ainsi des tensions de trésorerie, qui mettent à risque la capacité du projet à honorer ses engagements.

Le projet a enregistré toutefois, un taux de décaissement global de 78% soit une augmentation de 21% par rapport à 2012. Les fonds de contrepartie ont été entièrement mobilisés avec un dépassement de 13% sur les prévisions.

Sur le plan technique, les activités ont davantage porté sur l'amélioration de la production (production du matériel végétal, réalisations des microprojets...). Elles n'ont cependant pas pris en compte les recommandations de l'étude sur la typologie des microprojets permettant d'appuyer les projets dans une perspective de développement des filières plantain et manioc. Ainsi, les initiatives de transformation sont très limitées et l'appui à la commercialisation n'a pas encore démarré. Ces deux aspects seront donc les priorités pour 2014..

Le paramétrage du système de suivi évaluation a permis la révision des fiches de collecte des données et un recentrage sur les informations essentielles permettant de rendre compte des résultats du projet. Il est attendu qu'à partir de maintenant, les informations fournies par le suivi-évaluation soient de bonnes bases pour la prise de décisions stratégiques et opérationnelles.

Overall Assessment and Risk Profile

	Last	Current
C.1 Physical/financial assets	3	3
C.2 Food security	3	3
C.3 Quality of natural asset improvement and climate resilience		
C.4 Overall implementation progress (Sections B1 and B2)	4	4
Rationale for implementation progress rating		

C.5 Likelihood of achieving the development objectives (section B3 and B4)	4	
--	---	--

Le PDAR reste le projet majeur de développement agricole au Gabon. Il affirme la volonté du gouvernement de mettre l'accent sur le développement des productions agricoles, notamment la production vivrière qui est la base de l'alimentation des populations et devrait garantir la sécurité alimentaire. L'action du PDAR est visible sur le terrain mais devra être documentée à partir d'une étude sur les résultats actuels du projet et ses effets sur les bénéficiaires. L'enjeu actuel est de soutenir la mise en place d'une masse critique de microprojets portées par les groupements de producteurs le long des chaînes de valeurs des filières manioc et banane plantain pour assurer l'approvisionnement des centres urbains et contribuer durablement à l'amélioration des revenus des populations bénéficiaires..

C.6 **Risks** Short description of major risks for each section and their impact on achievement of development objectives and sustainability

Fiduciary aspects	La faible planification (plan de trésorerie), le retard dans le montage des DRF qui comportent par ailleurs des erreurs et le non-respect des procédures (contrôle interne) restent des risques majeurs
Project implementation progress	Les microprojets restent limités au maillon production et sont de faible taille. Il y a une nécessité de revoir la stratégie d'identification et de mise en œuvre des microprojets pour prendre en compte les fonctions transformation et commercialisation ainsi que les autres métiers le long des chaînes de valeur. L'organisation des acteurs et en particulier les producteurs est primordial.
Outputs and outcomes	De manière générale, les résultats sont encore limités. Toutefois au niveau local, l'action du PDAR est visible à travers l'envergure des plantations qui sont passées de moins de 0,5 ha à 2 ha en moyenne et l'application des itinéraires techniques adaptées. L'organisation, la structuration des producteurs et la mise en œuvre des appuis requis en matière de transformation (équipements) et de commercialisation (centres de groupage, pistes de collectes et organisation des ventes groupées) restent attendus pour assurer l'impact du projet.
Sustainability	La faible organisation des producteurs pour la prise en charge des fonction d'approvisionnement

en intrant, de commercialisation, de transformation et la gestion des infrastructures et équipements mis en place par le projet (magasins, moulins etc.) est la limite majeure. Le centre d'appui rural n'ayant pas été mis en place, il est impérieux de collaborer avec la Direction Régionale de l'Agriculture pour assurer le suivi et la continuité du conseil aux producteurs et préparer ainsi la sortie du projet.

Proposed Follow-up

Issue / Problem	Recommended Action	Timing	Status
Mobilisation des ressources	- Assurer la mobilisation effective des fonds de contrepartie pour couvrir l'extension de la durée du projet	Immédiat	
Gestion financière	- Réviser le manuel des procédures sur les aspects relevant de la gestion comptable et organiser un atelier d'appropriation de ce manuel par l'ensemble du personnel y compris les TAC. Ledit atelier pourra aussi être facilité avec l'appui technique du FIDA.	Mai 2014	
Gestion du projet	- Engager des contrats des TAC basés sur des résultats précis à atteindre permettant d'évaluer leur performance ; - Élaborer un plan opérationnel des activités pour les 3 années à venir permettant de donner la visibilité sur la progression du projet et servant d'outil de pilotage	Immédiat	
Composantes A et B	- Appliquer les résultats de la typologie des microprojets en accompagnant les groupements au montage et à la mise en œuvre de projets plus intégrés prenant en compte la production, la transformation et la commercialisation. - Mettre l'accent sur les appuis en matière d'organisation et de structuration des producteurs.	Avril 2014 et continue	
Suivi-évaluation	- Réaliser en collaboration avec la Direction nationale des statistiques, l'étude sur la situation des données de références actuelle du projet et rendre compte de la contribution du PDAR au développement des filières ciblées dans la province du Woleu Ntem et son impact sur les différents groupes cibles.	Juin 2014	

Additional observations

Appendice 2 : Cadre logique actualisé indiquant l'avancement des activités au regard des objectifs et des résultats

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables	Source d'information	Risques/hypothèses
1. Objectif global			
Réduire la pauvreté en milieu rural en facilitant l'accès équitable des pauvres ruraux aux filières agricoles bénéficiant de marchés porteurs	<ul style="list-style-type: none"> – SYGRI indicateur niveau 3: Index des biens des ménages – Niveau des revenus et de sécurité alimentaire des groupes cibles (%) 	<ul style="list-style-type: none"> – Enquêtes de suivi du DSCR – Étude d'impact sur évolution des revenus et la sécurité alimentaire – Étude SYGRI (référence et finale) 	Le Gouvernement s'engage à mettre en œuvre une stratégie intersectorielle de développement rural
2. Objectifs spécifiques			
1. Filières porteuses accessibles aux plus pauvres sont développées dans la zone cible (manioc, banane plantain, arachide)	<ul style="list-style-type: none"> – 288 microprojets de production / commercialisation accompagnés : 103 en manioc ; 86 en banane et 99 en arachide ; – 3600 producteurs appuyés dans les filières porteuses dont 1290 en manioc ; 1080 en banane et 1230 en arachide. 	<ul style="list-style-type: none"> – Rapport de suivi-évaluation – Étude d'impact à mi-parcours et fin de projet – Enquêtes statistiques de suivi des marchés et productions agricoles 	Les prix dans les filières ciblées sont rémunérateurs
2. Environnement favorable au développement des filières cibles est créé	<ul style="list-style-type: none"> – 700 groupements familiaux organisés autour des microprojets – 3 plateformes de concertation/organisations faïtières fonctionnelles – 10 prestataires services agricoles équipés et installés – Système d'information sur les prix fonctionnel 	<ul style="list-style-type: none"> – Rapport de suivi-évaluation – Étude d'impact à mi-parcours et finale 	Les prix dans les filières ciblées sont rémunérateurs
Composante A: Promotion des filières agricoles ayant un grand potentiel de marché			
Résultat A.1 : Conditions pour améliorer production et compétitivité des produits des filières cibles sont en place	<ul style="list-style-type: none"> – 36 paysans semenciers formés/équipés pour production matériel végétal – Matériel végétal amélioré produit et diffusé : 5,3 Millions boutures manioc ; 0,6 million plants de bananiers et 63,3 Tonnes arachide – 75% de taux de satisfaction besoins des groupements en matériel végétal (manioc et banane) 	<ul style="list-style-type: none"> – Rapport de suivi-évaluation – Étude d'impact à mi-parcours et finale – Évaluation participative du niveau de satisfaction des bénéficiaires 	Les fonds sont mobilisés à temps
Résultat A.2 : Production commercialisée des 3 filières cibles ont augmenté au profit des populations visées par le projet	<ul style="list-style-type: none"> – 1500 ha mis en production dont 880 ha de manioc, 620 ha de banane et 63 ha d'arachide – Augmentation de la production : manioc frais 9240 ; manioc transformé 4400 T, banane 11 200 T ; arachide 100 T – Augmentation des rendements à l'hectare : Manioc de 10,6 à 20T/Ha ; 	<ul style="list-style-type: none"> – Rapport de suivi-évaluation – Étude impact à mi-parcours et finale – Enquête spécifique au niveau des exploitations (production, 	Les fonds sont mobilisés

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables	Source d'information	Risques/hypothèses
	Banane de 16 à 18T/Ha ; Arachide de 0,8 à 1,5 T/Ha – Réduction pertes post-récolte : Manioc de 20 à 10 % ; Banane de 30 à 5% ; Arachide de 10 à 5% – % commercialisé : 70% manioc ; 70% banane ; 60% arachide	rendement, superficies, pertes)	
Résultat A.3 : Conditions de commercialisation des produits des filières cibles sont améliorées	– Mécanismes d'information des producteurs sur les prix opérationnel – 800 producteurs formés en gestion commerciale – 25 ateliers départementaux de concertation des acteurs organisés – 240 accords commerciaux concrétisés – 104km de pistes secondaires réhabilités – 12 centres groupage construits et fonctionnel	– Rapports de suivi-évaluation – Enquêtes spécifiques	Les fonds sont mobilisés
Composante B: Renforcement des capacités des Acteurs			
Résultat B.1 : Capacités des organisations de producteurs sont renforcées	– 700 groupements producteurs engagés dans les microprojets de filières, gérant les fonctions techniques et économiques le long de la chaîne de valeur (au moins 50% femmes et 30% de jeunes) – 1400 paysans relais formés (2 par groupement dont 50% de femmes au moins)	– Rapports de suivi évaluation	Les fonds sont mobilisés
Résultat B.2 : Capacités des opérateurs privés et des micro-entreprises intervenant en aval et en amont des filières sont renforcées	– 60 opérateurs formés en gestion d'entreprises – 10 prestataires services agricoles équipés et installés	– Rapports de suivi évaluation	Les fonds sont mobilisés à temps
Résultat B.3 : Capacités des opérateurs d'appui conseil sont renforcées	– 1 Centre d'appui rural opérationnel dans la zone d'intervention – 15 techniciens d'animations et 15 responsables des services provinciaux/secteur privé formés en animation rurale/ encadrement des producteurs – 5 Agents du service provincial des statistiques agricoles formés/équipés pour suivi des productions et marchés	– Rapports de suivi évaluation – Rapports d'activités du Centre Rural – Enquêtes statistiques sur les prix et productions (référence, mi-parcours, final)	Les fonds sont mobilisés à temps

Appendice 3 : Résumé des principales mesures à adopter dans les délais convenus

Domaines d'action	Actions convenues	Responsables	Date limite
Promotion des filières	1. Appuyer la mise en place d'un réseau de semenciers professionnels et un programme semencier en partenariat avec la Direction Régionale du Ministère en charge de l'agriculture et les structures spécialisées de la recherche (CARBAP, IITA, ...).	Superviseur de la composante promotion des filières	Mai 2014
	2. Élaborer un calendrier de distribution du matériel végétal basé sur une planification rigoureuse prenant en compte le calendrier agricole	Superviseur de la composante promotion des filières	Immédiat
	3. Assurer la signature de la convention de collaboration avec le CARBAP et d'engager les formations spécifiques au profit des bénéficiaires sur la conduite d'une bananeraie, la reconnaissance des maladies et ennemies du bananier et la gestion d'une pépinière de multiplication des vivo plants.	Superviseur de la composante promotion des filières	Mai 2014
	4. Sursoir au recrutement d'un autre expert national pour finaliser les plans de l'atelier pilote de transformation mais engager plutôt la mise en place des petites unités de transformation gérées par les unions de groupements de producteurs telles que proposé par l'étude relative à la commercialisation et la typologie des microprojets.	Superviseur de la composante promotion des filières	Mai 2014
	5. Retourner à l'équipementier national les deux moulins non fonctionnels déjà installées auprès des organisations paysannes afin que les défauts de fabrication soient corrigés et veiller à ce qu'un artisan/utilisateur local soit formé aux techniques d'entretien sommaire de cet équipement dès sa réinstallation.	Superviseur de la composante promotion des filières	Mai 2014
	6. Densifier les actions du projet dans zones géographiques réduites et moins dispersées afin d'assurer une meilleure valorisation des investissements structurants, de favoriser la concertation et l'action collective des organisations de producteurs et de permettre ainsi la structuration des filières ciblées.	Superviseur de la composante promotion des filières	immédiat
	7. Engager les TAC sur l'atteinte des résultats clairement définis en termes de nombre de microprojets et de superficies des productions ciblées.	Superviseur de la composante promotion des filières	Avril 2014
	8. Exploiter l'étude sur la commercialisation et le SIM et réviser le PTBA pour y introduire les activités spécifiques relatives à l'organisation des ventes groupée.	Superviseur de la composante promotion des filières	Mai 2014
	9. Procéder à l'identification des groupements bénéficiaires dont les productions sont arrivées à maturité et les accompagner dans la recherche des marchés, la négociation commerciale et la réalisation des ventes groupées.	Superviseur de la composante promotion des filières	Mai 2014

Domaines d'action	Actions convenues	Responsables	Date limite
	10. Finaliser le processus de sélection de l'ingénieur de génie rural de manière à garantir la mobilisation de celui-ci dès que la convention de financement sera signée.	Superviseur de la composante promotion des filières	Immédiat
Renforcement des capacités	11. Intensifier la sensibilisation des groupements de producteurs sur les opportunités d'appui qu'offre le PDAR, organiser les échanges d'expérience entre les organisations de producteurs et, sur cette base identifier les thèmes fédérateurs devant servir de support pour l'organisation des acteurs ;	Superviseur renforcement des capacités	Mai 2014 et continue
	12. Sur la base des résultats de l'étude sur la stratégie et le plan de communication : (i) entrer en partenariat avec les radios ciblées et assurer la mise en œuvre des programmes d'information hebdomadaires des bénéficiaires sur les activités du PDAR ; (ii) préparer et diffuser les brochures et fiches techniques sur les différents thèmes (production, transformation, lutte contre les maladies, organisation et gestion etc.) ; (iii) organiser et animer des émissions thématiques mensuelles portant sur les aspects techniques, l'organisation de la filière et le développement social ; (iv) assurer la diffusion des informations sur les prix.	Superviseur renforcement des capacités	Mai 2014 et continue
	13. Equiper les paysans relais et poursuivre le renforcement de leur capacité ainsi que leur accompagnement pour qu'ils jouent le rôle attendu d'eux dans l'animation des groupements paysan et l'appui techniques aux autres agriculteurs	Superviseur renforcement des capacités	Juin 2014
	14. Former les TAC à l'animation, la gestion des groupements des producteurs, la connaissance du processus de formalisation et les outils d'accompagnement des producteurs à l'organisation/structuration.	Superviseur renforcement des capacités	Mai 2014
	15. Former les comités de gestion des groupements de producteurs à l'animation des groupes, l'organisation, la planification et la gestion financière des activités. Développer des outils spécifiques et les mettre à la disposition des TAC et des groupements.	Superviseur renforcement des capacités	Juin 2014
	16. Sur la base des orientations données dans le cadre de la typologie des microprojets, organiser les activités collectives autour des investissements structurants de projet à savoir : les centres de groupage, les unités de transformation du manioc, la cartographies des appuis dans les bassins de production pour l'organisation de la commercialisation, la mise en place des réseaux de paysans semenciers et les ateliers d'apprentissage/échanges sur les techniques de production.	Superviseur renforcement des capacités	Juillet 2014 et continue
	17. Surseoir à la réalisation d'une étude complète sur l'émergence d'opérateurs privés et des micro-entreprises. Mobiliser dans ce cadre les TAC pour : (i) effectuer un recensement rapide des prestataires existants sur la base d'une fiche de collecte d'informations précisant : le type de métier, les offres de services, les modalités d'intervention, les prix, le type de client, les moyens logistiques et matériel d'intervention ; (ii) établir la cartographie des prestataires et la confronter aux zones de déploiement des activités du projet afin de définir les partenariats envisageables et les appuis à apporter à ces prestataires et assurer leur développement dans le cadre de la collaboration avec le PDAR.	Superviseur renforcement des capacités	Immédiat

Domaines d'action	Actions convenues	Responsables	Date limite
	18. Surseoir à la mise en place du Centre d'appui rural et collaborer avec la Direction régionale de l'Agriculture pour renforcer les capacités de ses cadres en matière de suivi et d'encadrement des groupements afin l'accompagnement des groupement et la poursuite de cette activité après la clôture du PDAR.	Superviseur renforcement des capacités	Immédiat
	19. Affecter un cadre spécialiste à la direction régionale pour opérationnaliser le service statistique. Accélérer la mise en œuvre des appuis prévus au service statistique provincial notamment effectuer un bilan de la situation de ce service en termes de capacités techniques et logistiques en concertation avec la Direction régionale de l'Agriculture afin de cibler les appuis à apporter	Superviseur renforcement des capacités avec appui du RSE	Mai 2014
	20. Impliquer le service statistique provincial dans la conduite de l'enquête sur la situation des indicateurs de référence du PDAR	Responsable suivi-évaluation	Juin 2014
	21. Recruter un spécialiste en gestion des connaissances / communication	Directeur Projet	Juin 2014
Suivi évaluation	22. Renseigner la base de données du système de suivi-évaluation et transmettre copies électroniques des études validées pour archivage. De même s'assurer que ces données soient dorénavant systématiquement désagrégées par sexes et âge.	responsables des composantes Assistante de direction	Immédiat
	23. Créer un compte d'accès à l'assistante administrative et financière pour mettre à jour et de suivre le registre des DNO	Responsable suivi-évaluation	Immédiat
	24. Mettre en place les outils de collecte des données auprès des bénéficiaires, assurer leur formation à la collecte des informations et leur fournir les moyens nécessaires pour effectuer ce travail. Réexaminer notamment les fiches de collecte de manière à limiter la collecte des données à l'essentiel et alléger ainsi le travail des TAC.	Responsable suivi-évaluation	Mai 2014
	25. Assurer l'évaluation de l'efficacité des modèles de rapport mensuel en place et alléger l'outil	Responsable suivi-évaluation	Mai 2014
	26. Réaliser en collaboration avec la Direction nationale des statistiques, l'étude sur la situation des données de références actuelle du projet, rendre compte de la contribution du PDAR au développement des filières ciblées dans la province du Woleu Ntem et son impact sur les différents groupes cibles.	Responsable suivi-évaluation	Juin 2014
	27. s'assurer que les fiches de caractérisation des microprojets et de suivi des activités prévoient spécifiquement l'identification des actions au profit des femmes et des jeunes.	Responsable suivi-évaluation	Mai 2014
Gestion financière	28. Lors de la révision du manuel passer en revue les responsabilités et les tâches de la comptable et de l'assistante administrative et comptable	RAF	31/07/2014
	29. Renouveler l'assurance maladie pour le staff du projet	RAF	Immédiat

Domaines d'action	Actions convenues	Responsables	Date limite
	30. Reverser les impôts sur les salaires du staff du projet à l'administration fiscale	RAF	Immédiat et continu
	31. Réviser le PTBA 2014 et Intégrer le du tableau budgétaire par catégorie de dépenses. Spécifier pour chaque activité du PTBA la catégorie de dépense à affecter	RAF	30/04/2014
	32. Elaborer et la mettre à jour régulière les plans prévisionnels de trésorerie sur la base du PTBA et du Plan de Passation des Marchés. Soumettre ces plans à l'attention du DP et de l'équipe du Projet lors des réunions périodique de coordination.	SAF	30/04/2014 et continu
	33. Apurer les écarts constatés dans la reconstitution du compte spécial et retracer la différence de 7 811 073.00 FCFA	SAF	30/04/2014
	34. Effectuer systématiquement la reconstitution du compte désigné soit à la fin de chaque mois et procéder à l'analyse des écarts éventuels les écarts analysés et justifiés	SAF	30/04/2014 et continu
	35. Améliorer la qualité des DRF, et en général assurer l'exhaustivité de la documentation support de toute dépense	SAF	Immédiat
	36. Réviser le manuel des procédures notamment sur les aspects relevant de la gestion comptable.	RAF et Comptable	30/06/2014
	37. Effectuer sur base semestrielle l'inventaire physique des biens du projet et le rapprocher avec le registre des immobilisations	SAF + personnel d'un autre service du projet à rotation	30/06/2014
	38. Mettre à jour régulièrement tous les carnets de bord des véhicules	RAF et AAC	30/04/2014 et continu
	39. Créer des fiches de stock du carburant et superviser leur mise à jour régulière	RAF et AAC	30/04/2014 et continu
	40. Mettre en œuvre un système de contrôle comptable et financier des opérations comptables	RAF	30/06/2014
	41. Lors de la production mensuelle des arrêtés de caisse, effectuer aussi le billettage et le PV relatif	Comptable	30/04/2014 et continu
	42. Procéder à la réallocation des ressources du prêt de la catégorie non-alloué aux catégories 4 et 7	FIDA	31/05/2014
	43. Mobiliser la contrepartie pour l'année 2014	Gouvernement	immédiat
	44. Transmettre au RAF les dossiers de passation des marchés détenus	Responsables de composante	30/04/2014 et continu
	45. Mettre en place un classement efficace des dossiers de passation des marchés, tenir et mettre à jour les fiches de suivi des contrats et mettre régulièrement à jour le plan de passation des marché	RAF	30/06/2014 et continu

Appendice 4 : Etat de mise en œuvre des recommandations des missions de suivi et de supervision

Mission de supervision du 29 mai au 7 juin 2013

N°	Recommandations	Etat d'avancement
1.	Assurer le recrutement et la prise de fonction du nouveau personnel cadre du projet.	Exécuté : Le personnel a pris le service le 10 juillet 2013
2.	Suivre auprès des autorités compétentes le paiement au Projet des fonds de contrepartie 2012	Exécuté : les fonds ont été positionnés dans le compte du projet le 27 août 2013
3.	Sur la base des études préliminaires, déployer les appuis dans les domaines de la transformation, la commercialisation et l'organisation des producteurs afin de valoriser les productions en place, assurer l'impact du projet et la durabilité des investissements réalisés.	Exécuté : identification équipement réalisée, études sur la structuration et la commercialisation réalisées.
4.	Préparer et soumettre à la non objection du FIDA le PTBA 2013	Exécuté : le PTBA a été transmis au FIDA le 28 juin 2013
5.	finaliser en urgence le contrat avec l'IRAD du Cameroun pour la réalisation de l'état des lieux de la production d'arachide dans le département de l'Okano, la fourniture des semences de base et l'appui technique nécessaire au développement de la production d'arachide. ;	En cours :ANO sur le contrat obtenu, mobilisation en cours du prestataire pour démarrer la mission
6.	procéder à la signature de la convention avec l'institut de Recherche Agronomique et forêts (IRAF) pour renforcer les capacités opérationnelles des paysans semenciers, des groupements de producteurs et des TAC en techniques de multiplication de matériel végétal.	Exécuté : l'avenant à la convention a été transmis au FIDA le 5 juillet 2013 pour ANO
7.	Soumettre à la non objection du FIDA, les TDR et le contrat pour la mobilisation du CARBAP en matière d'appui technique à la multiplication rapide des rejets de banane plantain.	Exécuté : La mission démarre courant février 2014
8.	Réaliser l'étude de faisabilité de l'atelier pilote de transformation de manioc et d'arachide prévu à Oyem et le plan de formations spécifiques au profit des jeunes partenaires du PDAR	En cours : La mission a été réalisée courant novembre 2013. Le rapport et les spécifications techniques restent attendues
9.	Organiser un voyage d'étude au Cameroun au profit de l'équipementier Gabonais identifier pour lui permettre de profiter de l'expérience des équipementiers	Non Exécuté :

	Camerounais ;	
10.	évaluer les besoins les plus urgents en matériels de transformation des producteurs accompagnés par le PDAR et de procéder à l'acquisition directe de ces équipements au Cameroun	En cours
11.	organiser au Gabon, une formation de l'équipementier Gabonais par un des équipementiers identifié au Cameroun, en impliquant d'autres artisans locaux intéressés à la fabrication du matériel de transformation et/ou leur réparation	Non Exécuté :
12.	Réaliser l'étude sur la typologie des microprojets et sur cette base, procéder sans délais à l'information des bénéficiaires et au financement des projets selon le schéma adopté. .	Exécuté : <u>Etude</u> réalisée et rapport disponible
13.	Réaliser l'étude sur la stratégie, les besoins et les attentes des producteurs en matière de commercialisation des produits cibles du projet et le document opérationnel pour la mise en place du SIM	Exécuté : Etude réalisée et rapport disponible
14.	Réaliser l'étude sur la stratégie de renforcement de la structuration et de l'organisation interne des groupements de producteurs pour qu'ils deviennent de véritables entreprises, et proposer les actions cohérentes et réalistes (dans le temps et dans l'espace) permettant d'améliorer la représentativité et la légitimité professionnelle des OP ;	Exécuté : Etude réalisée et rapport disponible
15.	Mener l'étude de faisabilité (technique, organisationnelle, financière et commerciale) du « Centre d'appui rural », assortie de son plan de développement (business plan) ainsi que de son plan d'actions pour les 12 premiers mois.	Non exécuté
16.	Mobiliser les TAC intervenant dans la zone de MINVOUL pour effectuer le diagnostic de la situation des Peuples Autochtones BAKA, identifier leurs besoins prioritaires et établir avec l'appui de l'UNICEF, un plan d'action spécifique pour les accompagner.	Exécuté : La mission a été réalisée ainsi que la restitution en présence des autorités locales et la cible du projet.
17.	Procéder au recrutement d'un VNU international en appui au suivi-évaluation. Ce dernier aura également pour rôle d'apporter une assistance technique au Directeur du projet.	Non exécuté : Cette recommandation n'est plus d'actualité, l'atelier d'imprégnation aux procédures du FIDA du 29 juillet au 3 août 2013 et la mission de suivi des 11 et 17 novembre 2013 ont recommandé de mobiliser le consultant ayant mis en place le système de Suivi-évaluation pour procéder à la ré opérationnalisation de l'application du SSE du PDAR
18.	Définir et suivre les indicateurs des actions menées en faveur des femmes et des jeunes et mesurer leur impact	Non exécuté :

19.	Régulariser dans le compte de contrepartie, les fonds transférés dans le Compte Désigné (25millions FCFA) et la caisse FIDA (6.326.300 FCFA).	Exécuté : le montant de 6 326 300 FCFA remboursé le 11 juin 2013. Régularisation des 25 millions de francs avec le paiement de la DRF N°25 (64 870 236)
20.	Elaborer une DRF sur le Prêt (dépenses oct-déc 2012) et sur le Don (28,025 millions FCFA) et clarifier les dépenses/ressources en trop sur le Compte désigné.	Exécuté : DRF N°3 DON datée du 5 juillet et DRF N°23 du prêt datée du 8 juillet 2013 transmises auprès des services de la dette puis au FIDA pour décaissement. Une reconstitution du compte désigné a été fait au 28.02.2014 ; Un montant de 7 811 073.00 FCFA reste encore à justifier.
21.	Contacter les autorités compétentes en vue du paiement au Projet des fonds de contrepartie.	Exécuté. Les fonds ont été positionnés dans le compte du projet le 27 août 2013.
22.	Mettre à jour le manuel de procédure sur la base de l'étude réalisé en 2012 pour refléter les modifications au niveau de la passation des marchés.	En cours d'exécution. Le manuel des procédures est en cour de révision par le RAF
23.	Assurer le démarrage de la mission d'audit 2012 dans l'immédiat de manière à respecter le délai de remise du rapport au FIDA fixé au 30 juin 2013.	Exécuté : Rapport transmis au FIDA le 30 juin 2013

Missions de suivi de novembre 2013

N°	Recommandations	Etatd'avancement
Composante A : Promotion des filières ayant un grand potentiel de marche		
Production de matérielvégétal		
1.	procéder à des commandes groupées des petits matériels agricoles sur la base des prévisions des PTBA 2013 et 2014 en cours de préparation afin d'assurer leur disponibilité le moment venu et d'éviter des situations de découragement des bénéficiaires en attente des appuis	En cours: Le projet a regroupé les besoins des bénéficiaires dans les DAO élaborés.
	Formations spécifiques	

N°	Recommandations	Etatd'avancement
2.	S'agissant de la mobilisation du CARBAP, la mission recommande à l'UGP de relancer officiellement cette structure en copiant le Bureau du FIDA à Yaoundé qui pourra dans ce cadre apporter son appui au suivi du dossier	Exécuté :Le CARBAP est mobilisé et la mission s'est poursuivie jusqu'au 16 février
Appui aux groupements de producteurs (Microprojets de filières)		
3.	L'UGP a effectué une mission de prospection des équipementiers au Cameroun, permettant de définir les spécifications techniques du matériel sollicité et de disposer d'une short-list des fournisseurs. Le lancement de l'appel d'offres est attendu.	Non Exécuté :
COMPOSANTE B : RENFORCEMENT DES CAPACITES DES DIFFERENTS ACTEURS		
4.	Assurer d'ici le 15 janvier 2014 le recrutement des consultants pour réaliser l'étude sur la stratégie et plan de communication	Exécuté :Le consultant a été recruté et a démarré la mission le 17 mars 2014
5.	Assurer d'ici le 15 janvier 2014 le recrutement des consultants pour réaliser l'étude sur la stratégie et plan de formation	Exécuté : Le consultant a été recruté et a réalisé la mission. Le rapport définitif est attendu après les observations faites au cours de la restitution de l'étude intervenue le vendredi 14 mars 2014
6.	Assurer d'ici le 15 janvier 2014 le recrutement des consultants pour réaliser l'étude sur l'émergence d'opérateurs privés et de micro entreprises rurales;	Non Exécuté : Le FIDA a demandé de reporter cette activité. Une autre stratégie reposant sur l'identification des opérateurs par les TAC a été adoptée
7.	Assurer d'ici le 15 janvier 2014 le recrutement des consultants pour réaliser le diagnostic de la situation des peuples Baka et élaboration d'un plan d'actions spécifiques.	Exécuté : rapport disponible
8.	Mobiliser l'expert des services compétents du Ministère en charge de l'Agriculture d'ici fin novembre 2013 sur l'appui de l'UGP à la formalisation des organisations paysannes	Exécuté :L'expert a été mobilisé.Un atelier de formation sur le processus de formalisation a été organisé à l'endroit des TAC, des personnels déconcentrés de l'administration et des cadres du projet. Le rapport est disponible
9.	et permettre le démarrage des interventions de formalisation des groupements au mois de	Exécuté : La sensibilisation des OP est en cours de réalisation par les

N°	Recommandations	Etat d'avancement
	janvier 2014. Le projet devra dans ce cadre fixer la cible à atteindre en matière de formalisation dans le PTBA 2014 dont l'animation est de la responsabilité des TAC.	TAC afin de les amener vers la formalisation. 50 OP seront formalisées en 2014
Composante C : Coordination et gestion		
Suivi-évaluation		
10.	Mobiliser le consultant ayant élaboré l'application du SE pour le paramétrage du système,	Exécuté :Le consultant a été mobilisé et le SSE a été réactualisé et ré opérationnalisé
11.	Former le RSE et les autres responsables du projet à l'utilisation optimale de l'application informatique ;	Exécuté :La mission de réactualisation et de ré opérationnalisation du SSE a été réalisée. Le RSE et les autres utilisateurs ont été formés à l'utilisation de l'application informatique.
12.	Former le RSE au renseignement des données du SYGRI ;	Exécuté :Le projet a saisi les consultants afin d'améliorer la qualité de leurs rapports d'études. Le RSE, DP et DNO ont participé aux journées de réflexion sur le suivi évaluation des projets organisées par le bureau pays en février 2014
13.	Mettre à jour la base de données (informations de 2012 et 2013)	Exécuté :La base de données a été mise à jour pour les années citées. Toutefois, elle va se poursuivre pour les années antérieures jusqu'en 2009
14.	Assurer la collecte effective des données en impliquant les porteurs de microprojets et autres bénéficiaires directs en plus des TAC (formation des porteurs de microprojets et des TAC à la collecte des données)	En cours : La formation a été réalisée à l'endroit des TAC et des superviseurs. Elle se poursuivra vers les porteurs de microprojets
15.	Réaliser les enquêtes spécifiques pour établir la situation des données de références actuelle du projet et de mesurer son l'impact	Non exécuté :Activité prévue dans le PTBA 2014 et sa réalisation programmée pour juin 2014

N°	Recommandations	Etat d'avancement
Pilotage global du projet		
16.	Le Directeur du projet devra assurer une meilleure coordination des interventions en garantissant la complémentarité et la synergie entre les deux composantes techniques du projet	En cours : Des efforts sont faits mais il existe encore des chevauchements dans les activités réalisées d'autant plus que les composantes techniques utilisent les mêmes cibles dans leurs activités
Assurance qualité		
17.	La mission recommande au Directeur du PDAR de mettre en place sans délais une commission de relecture des différents rapports livrés par les consultants. Cette commission travaillera sous la Présidence effective du Directeur du PDAR et sera composée des responsables des composantes techniques du projet, du responsable en charge du suivi-évaluation. Ladite commission fera la synthèse des commentaires relatifs à chaque dossier permettant au Directeur du PDAR de saisir officiellement le consultant concerné pour apporter les ajustements au rapport.	En cours : Les rapports sont lus et amendés par les cadres et les différents amendements transmis aux consultants
18.	Pour les études citées plus haut, la mission recommande au Directeur de faire parvenir les commentaires aux consultants avant le 22 Novembre 2013.	Exécuté : Le projet a saisi les consultants afin d'améliorer la qualité de leurs rapports d'études. Les rapports définitifs ont été reçus au projet avant le 31 janvier 2014
Participation des acteurs aux activités		
19.	Le projet devra travailler à optimiser les coûts de fonctionnement et de mise en œuvre de ses opérations.	En cours : Les coûts de fonctionnement ont été réduits de moitié au cours de la révision du PTBA 2014
20.	Faire un appel à manifestation d'intérêt pour avoir la liste des prestataires en début de campagne et programmer les commandes à l'avance	En cours : La liste de prestataires est disponible
21.	Réfléchir sur les possibilités d'avances de paiements aux prestataires de services semenciers ou de préparation des exploitations	En cours : Certaines avances sont consenties aux prestataires pour les

N°	Recommandations	Etatd'avancement
		aménagements de sites
22.	Informar les prestataires sur les modalités de contractualisation, les procédures et les délais de règlement à travers une note signée du Directeur du projet, limitant ainsi la pression faite sur les TAC.	Non exécuté : Aucune note n'a été rédigée à cet effet
Supervision des Techniciens d'Appui Conseil		
23.	Organiser régulièrement des visites inopinées des TAC dans leurs lieux de travail et appliquer les sanctions administratives à tous ceux qui ne respectent pas leurs cahiers de charges (absences non justifiées, non résidence dans le lieu d'affectation, interventions discriminatoires vis-à-vis des bénéficiaires etc.)	Nin exécuté : Le dispositif a été mis en place par l'élaboration de fiches spécifiques et d'un cahier de liaison individuel qui permet à l'UGP d'apprécier au quotidien le travail des TAC
24.	Établir une lettre circulaire à l'attention de tous les TAC pour demander à ceux résidant hors de leur lieu d'affectation de le rejoindre au plus tard le 30 novembre 2013, faute de quoi ils seront considérés comme démissionnaires conformément à l'article 1 de leur contrat.	Exécuté : La note a été produite et diffusée
25.	Procéder avant le 15 janvier 2014 à une évaluation de la performance de l'ensemble des TAC, basée sur l'exécution technique des activités du PTBA 2013, notamment le suivi des microprojets, l'atteinte des cibles du projet et la satisfaction des besoins des bénéficiaires (assiduité dans l'encadrement, qualité des appuis et du ciblage etc.). Annexer à cette évaluation les rapports des visites inopinées conduites par le Directeur du projet et des réunions d'évaluation par les bénéficiaires.	Exécuté :L'évaluation a été réalisée et le rapport est disponible
26.	Procéder à la résiliation des contrats des TAC techniquement peu performants et/ou coupables de fautes lourdes conformément à l'article 6 du Contrat des TAC	Non Exécuté : Aucune résiliation n'a été opérée. Cependant, le processus a été lancé. Le dispositif a été mis en place par l'élaboration de fiches spécifiques
27.	Publier dès début janvier 2014 l'appel à candidatures pour le recrutement des nouveaux TAC.	Non Exécuté : L'appel a été publié début janvier 2014 et faute d'engouement, le FIDA a recommandé une autre publication en début d'année et qui a pris fin le 15 janvier. L'appel a été étendu aux provinces agricoles comme instruit par le FIDA
28.	Réviser les contrats des TAC de manière à refléter davantage les indicateurs de performance et leur engagement à observer des règles morales et sociales plus dignes.	Non Exécuté : Les contrats seront révisés au moment de leur

N°	Recommandations	Etatd'avancement
		reconduction
29.	Mettre en place des mesures d'encouragement et d'incitation pour les TAC qui démontrent des qualités et des performances positives et excellentes.	En cours: Les TAC performants ont été associés à certaines activités de prospection des marchés nationaux. Il sera question également dans le cadre des autres formations
Harmonisation des approches		
30.	Organiser avant le 15 janvier 2014, une réunion avec l'IGAD/PRODIAG sous la Présidence du Directeur Régional du Développement Rural pour harmoniser les méthodes d'intervention, mettre en place un cadre de bonnes pratiques, notamment en ce qui concerne l'achat des vivo plants de bananier aux paysans semenciers et la mise à disposition du matériel de transformation aux groupements de producteurs.	Exécuté : Concertation entre les intervenants dans la zone du projet au cours d'une réunion organisée par le Directeur Régional a été faite et un cadre de concertation a été institué
31.	Exploiter rigoureusement les résultats des diverses études disponibles (atelier pilote de transformation, typologie des microprojets, stratégie de commercialisation et structuration des organisations paysannes) pour finaliser la préparation du PTBA 2014 avant le 15 janvier 2014, de manière à cibler les activités à mener et les dérouler conformément à la méthodologie adoptée et le plan d'opération validé.	En cours : Les résultats de ces études ont été pris en compte dans le PTBA 2014 en termes de développement des chaînes de valeur (Production, transformation et commercialisation)
32.	Inscrire au PTBA 2014 les activités non exécutées et les mettre en œuvre avant le 31 mars 2014	Exécuté : Les activités y relatives ont été inscrites dans le PTBA 2014
33.	Ne pas prendre en compte dans le projet de PTBA 2014 en cours de préparation, les activités proposées au financement du fonds additionnel, le dossier n'ayant pas encore été validé par les instances compétentes du FIDA.	Non Exécuté : Le dossier lié aux fonds additionnels a été validé par le FIDA et le PTBA a intégré les activités y relatives
34.	Préparer d'ici le 31 janvier 2014 et soumettre à la non objection du FIDA, le dossier technique soutenant la demande de réaménagement des catégories de financement du projet. L'UGP pourra dans ce cadre solliciter du FIDA, la mobilisation d'une expertise qualifiée pour aider à la préparation technique de ce dossier dans la mesure où la durée du PDAR sera prolongée de trois années supplémentaires	Non Exécuté :

Mission de décembre 2013

N	Recommandations	Etatd'avancement
	COMPOSANTE A PROMOTION DES FILIERES AYANT UN GRAND POTENTIEL DE MARCHÉ	
	Commandes groupées des petits matériels agricoles sur la base des prévisions des PTBA 2013 et 2014.	
1.	La mission recommande au projet d'entrer en contact avec le soumissionnaire pour négocier les prix sur la base de ce qui est généralement affiché sur le marché (vente en gros).	Non Exécuté
2.	Atelier pilote de transformation. Le consultant mobilisé avec l'appui du FIDA n'a pas encore déposé son rapport qui accuse déjà un mois de retard. Le consultant national en génie Civil ne l'a pas fait non plus. La mission recommande au projet de saisir le consultant sans délais en copiant le FIDA	Exécuté Le projet a relancé le consultant qui a transmis son rapport
	COMPOSANTE B : RENFORCEMENT DES CAPACITES DES DIFFERENTS ACTEURS	
3.	Au cas où la consultante initialement pressentie n'est pas disponible à cette période, la mission recommande au projet de contacter un des deux experts de sa base de données après évaluation de leur CV.	Exécuté
	Composante C : Coordination et Suivi-Evaluation	
4.	Paramétrage de l'application du suivi-évaluation Introduire sans délais la DNO au FIDA incluant les TDR, le projet de contrat et l'offre financière du consultant devant réaliser le paramétrage del'application du suivi-évaluation	Exécuté Le consultant a été mobilisé et le SSE a été réactualisé et ré opérationnalisé
5.	Mettre à jour de la base des données (informations de 2012 et 2013)	Exécuté
6.	Collectes des données des réalisations par les TAC. Clarifier les actions à mener pour la mise à niveau du personnel impliqué dans la collecte des informations. La mission a identifié avec le RSE trois	Exécuté: La note de cadrage a été élaborée, les problèmes ont

N	Recommandations	Etat d'avancement
	étapes : (i) recensement des problèmes actuels que pose le remplissage des fiche et leur application dans les situations des activités menées sur le terrain ; (ii) production d'une fiche actualisé, la définition des procédures de remplissages révisées et le paramétrage du logiciel de SSE en prenant en compte les nouvelles fiches ; (iii) la formation des cadres au remplissage des nouvelles fiches et à l'application des procédures de transmission des rapports. La mission recommande que ces actions soient mises en œuvre avant fin février 2014.	été identifiés, les fiches ont été révisées et actualisées et les procédures deremplissages ont été renseignées
7.	Programmer au PTBA 2014 l'Enquête spécifique sur la situation des données de référence actuelles du projet.	Exécuté
8.	Évaluation des performances des TAC commencer à évaluer les TAC par une auto-évaluation par eux-mêmes de leurs résultats par rapport aux objectifs fixés en accord avec le projet	Exécuté
9.	Préparation du PTBA 2014. Inclure dans le projet de PTBA la section relative aux fonds additionnels et transmettre au FIDA avant le 31 janvier 2014.	Exécuté
10.	TDR pour le recrutement de l'expert en génie Civil (Fond additionnel). Mettre en forme les TDR relatifs aux activités de génie civil à déployer dans le cadre du fonds additionnel et le transmettre au FIDA pour ANO avant le 31 janvier 2014.	Exécuté: La consultation a été lancée le 20 janvier et courait jusqu'au vendredi 7 février 2014
11.	Coordination Programmer de façon plus équilibrée les activités, permettant la progression de chaque composante technique. La réunion d'harmonisation hebdomadaire de programmation devra aboutir à la mise à jour du tableau de programmation mensuelle après discussion en équipe.	En cours : L'UGP veille dorénavant à harmoniser les interventions des composantes sur le terrain
12.	Gestion des comptes bancaires. Mettre à jour les livres pour tous les comptes bancaires ouverts au nom du PDAR et dorénavant de les tenir régulièrement à jour.	En cours : Comptes FIDA et DON FIDA et Caisse de Dépôt et de Consignation (CDC) exécutés. Il reste à exécuter le compte UGB-ETAT
13.	Suivi des contrats et conventions. Procéder à la saisie des conventions de cofinancement ainsi que le rattachement des dépenses aux conventions concernées dans le cadre de la mise à jour et de la revue	Partiellement exécuté : Toutes les conventions ont été saisies. Le rattachement des dépenses aux conventions est en cours

N	Recommandations	Etatd'avancement
	générale de la comptabilité.	Le rattachement pose quelques difficultés dues au fait que dans certains cas une seule facture concerne plusieurs conventions.
14.	<p>Tenue de la comptabilité. Au 30 novembre 2013, certaines opérations ne sont pas encore comptabilisées notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les salaires des mois de septembre, octobre et novembre, - la justification des avances qui se chiffrent à FCFA 31 millions au 30.11.2013 - le virement des comptes "6" dans les comptes "206" la saisie des conventions de cofinancement - le rattachement des dépenses aux conventions de cofinancement concernées - la régularisation des comptes "virement interne" non soldés 	Exécutés. Les insuffisances relevées ont été adressées à l'exception du rattachement des dépenses aux conventions qui est en cours.
15.	Gestion du personnel. Le personnel du PDAR est composé de personnel fonctionnaire de l'Etat et de personnel non fonctionnaire. Partant du principe que le personnel fonctionnaire continue à percevoir son salaire au niveau de la fonction publique, la rémunération perçue au PDAR est une indemnité égale au complément de rémunération pour atteindre le niveau de salaire fixé au contrat. La mission recommande que les dispositions soient prises par la Direction du Projet pour que cette disposition soit mise en vigueur dans les meilleurs délais.	Non Exécuté. A discuter avec les autorités du Ministère
16.	Passation des marchés. Le RAF doit prendre ses responsabilités en matière de revue systématique de la conformité des DAO avant publication telle que proposé par les responsables des composantes techniques	Partiellement exécute. La prise en charge des opérations de passation des marchés reste partielle.
17.	<p>Actions prioritaires pour l'audit 2013 et la préparation de la prochaine supervision.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mettre à jour la comptabilité en tenant compte des constats de la mission de suivi. - Réviser l'ensemble des pièces comptables pour s'assurer de la mise en œuvre des règles de 	Exécuté. La comptabilité de l'exercice 2013 a été mise à jour avec l'appui d'un comptable du Congo.

N	Recommandations	Etat d'avancement
	contrôle interne : autorisation préalable des dépenses, respect des procédures de mise en œuvre de la dépense, documentation complète justifiant la dépense, validation des imputations comptables et analytiques.	
18.	<p>Procéder à l'arrêté des comptes de l'exercice 2013. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - analyser tous les comptes et les soldes afin de s'assurer que les opérations ont été correctement imputées et enregistrées, - faire un état de rapprochement des comptes spéciaux au 31.12.2013, - prendre en compte les régularisations proposées par l'audit des comptes de l'exercice 2012, - mettre en œuvre les contrôles de cohérence en rapprochant les informations comptables des informations extra comptables, - préparer un dossier de documentation et d'analyse des soldes comptables, - éditer les états financiers (Bilan – TER – Etat de rapprochement des comptes spéciaux) en s'assurant de la cohérence entre les chiffres de la balance générale des comptes et ceux contenus dans les états financiers (contrôle de cohérence). 	Partiellement Exécuté: Quelques analyses et régularisations restent à faire pour l'arrêté définitif des comptes de l'exercice 2013. Il s'agit notamment de l'état des dépenses par catégories.
19.	<p>Mettre à jour tous les autres documents de gestion et de suivi au 31.12. 2013 dans le cadre de la clôture des comptes de l'exercice 2013 notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le tableau des immobilisations - le registre des DRF - le registre des contrats - les fiches de suivi des contrats <p>Ces différents documents doivent être ensuite mis à jour des informations de l'exercice 2014 pour être présentés à la prochaine mission de supervision.</p>	Partiellement Exécuté : Les fiches de suivi des contrats ne sont pas mises à jour.
20.	<p>Tenir la comptabilité de l'exercice 2014 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tenue des livres de caisse et de banque - Saisie des opérations dans le logiciel comptable - Inventaire mensuel de caisse et état de rapprochement bancaire - Mise en œuvre du contrôle interne comptable - Arrêté mensuel des comptes 	La comptabilité est à jour au 28.02.2014

Appendice 5: Avancement matériel au regard du PTBA 2013, y compris les indicateurs SYGRI

Composantes	Sous-composante	Indicateurs	Unite	Periode: 1er au 30 decembre 2013			Cumulatif		
				PTBA	Réalisé	%PTBA	Obj RPE/DCP	Réalisé	%RPE/DCP
Composante 1 : Promotion des filières agricoles ayant un grand potentiel de marché	SC 1.1: Programmes régionaux d'appui à la production	Personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole	Homme	64	51	80%	200	192	96%
			Femme	96	78	81%	280	253	90%
			Nombre	160	129	161%	480	445	186%
		Groupes communautaires créés/consolidés	Nombre	40	32	80%	240	249	104%
	SC 1.2:Appui aux groupements de producteurs	Installations de transformation aménagées/remises en état	Nombre	0	0	#DIV/0!	30	2	7%
	SC 1.3 : Appui à la commercialisation et à la compétitivité des filières	Routes construites/ remises en état	KM	0	0	#DIV/0!	102	0	0%
		Installations de stockage aménagées/remises en état	Nombre	0	0	#DIV/0!	33	0	0%
		Personnes formées dans les domaines de la post-production, de la transformation et de la commercialisation	Homme	10	0	0%	200	0	0%
			femme	16	0	0%	288	0	0%
		Personnes formées en gestion de l'infrastructure	Homme	0	0	0%	26	0	0%
			femme	0	0	0%	40	0	0%
		Groupes de gestion de l'infrastructure créés/consolidé	Nombre	0	0	0%	33	0	0%

Composante 2: Renforcement des capacités des différents acteurs	SC 2.1 : Renforcement des ruraux et de leurs organisations	Groupes de commercialisation formés/consolidés	Nombre			0%	33	0	0%
	SC 2.2 : Renforcement des capacités institutionnelles	Représentants du gouvernement et fonctionnaires formés	Nombre	5	6	120%	7	47	671%

Appendice 6: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

Tableau 6A: Performance financière par bailleur de fonds**

Bailleur de fonds	Préévaluation (en milliers d'USD)	Décaissements (en milliers d'USD)	Pourcentage décaissé
Prêt FIDA**	5 726	3 803	66%
Don FIDA**	274	182	66%
Gouvernement	2 177	2 515	116%
Bénéficiaires	256	532	208%
Total	8 433	7 032	83%

* au 28 Fev2014 jusqu'à DRF 27 & 28 en cours de soumission

** La discordance entre les pourcentages montrées dans ce tableau et celles dans le tableau 5C-1 et le tableau 5C-2 (valeur en DTS) est due au différent taux de conversion USD/DTS appliqué au financement

République du Gabon
Projet de Développement Agricole et Rural (PDAR)
Rapport de supervision - Dates de la mission: 18 mars-1^{er} avril 2014

Tableau 6B: Performance financière par bailleur de fonds et par composante (en milliers d'USD) **

Composante	Prêt FIDA			Don FIDA			Gouvernement			Bénéficiaires			Total		
	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%
A. Promotion des filières agricoles à grand potentiel de marché	3283	1307	40%				1549	1118	72%	256	533	208%	5 088	2 958	58%
B. Renforcement des capacités	1462	425	29%				278	144	52%				1 740	569	33%
C. Coordination, suivi et évaluation	981	1694	173%	274	210	77%	351	744	212%	0			1 606	2 648	165%
dépenses en cours d'affectation par composantes (DRF XX Compte désigné))		428			58.5									487	
Total*	5726	3854	67%	274	269	98%	2178	2007	92%	256	533	208%	8 434	6662	79%

** au 28 Fev 2014 jusqu'à DRF 27 & 28 en cours de soumission

Tableau 6C-1: Décaissements du prêt du FIDA (en DTS, au 28 février 2014 jusqu'à DRF 28)*

Catégorie	Description de la catégorie	Allocation initiale	Allocation révisée	Décaissements	En attente de soumission (DRF 27 & 28 taux DTS/FCFA estimé à 732,995)	Solde	Décaissement (%)
I	Génie Civil	20 000	20 000	12 788		7 212	63.94%
II	Equipements, Matériels et Véhicules	280 000	280 000	207 332	6 863	65 804	76.50%
III	Assistance tech, Formation, Etudes et Information	730 000	730 000	455 456	95 244	179 301	75.44%
IV	Etudes	110 000	110 000	110 480	7 594	-8 074	107.34%
V	Micro Projets des Filières	1 380 000	1 380 000	351 903	80 476	947 621	31.33%
VI	Prestation de services	350 000	350 000	282 477	25 749	41 774	88.06%
VII	Salaires	380 000	380 000	372 816	50 442	-43 258	111.38%
VIII	Coût du Fonctionnement	170 000	170 000	121 655	23 191	25 154	85.20%
	Non Alloué	380 000	380 000			380 000	0.00%
	Dépôt initial DRF			292 290		-292 290	-
	Total*	3 800 000	3 800 000	2 207 197	289 559	1 303 243	65.70%

*le taux de décaissement sans compter les DRF 27 & 28, en attente de soumission est de 58,08%. Le taux de décaissement sans le dépôt initial s'atteste à 50,39%

Tableau 6C-2: Décaissements du don FIDA (en DTS, au 28 fev 2014 jusqu'à DRF 3)

Catégorie	Description de la catégorie	Allocation initiale	Allocation révisée	Décaissements	En attente de soumission (DRF XX taux DTS/FCFA estimé à XXX)	Solde	Décaissement (%)
I	Génie Civil					0	
II	Equipements, Matériels et Véhicules	30 000	30 000	2 765		27 235	9.22%
III	Assistance tech, Formation, Etudes et Information	130 000	130 000	77 975		52 025	59.98%
IV	Etudes	30 000	30 000			30 000	0.00%
V	MicroProjets des Filières						
VI	Prestation de services						
VII	Salaires						
VIII	Coût du Fonctionnement						
	Non Alloué						
	Dépôt initial DRF			37 247		-37 247	-
	Total*	190 000	190 000	117 988	0	72 013	62.10%

*le taux de décaissement du don est de 62,10%. Le taux de décaissement sans le dépôt initial s'atteste à 42,49%

Tableau 6C-2: Décaissements du don FIDA (en DTS, au 28 fev 2014 jusqu'à DRF 3)

Catégorie	Description de la catégorie	Allocation initiale	Allocation révisée	Décaissements	En attente de soumission (DRF XX taux DTS/FCFA estimé à XXX)	Solde	Décaissement (%)
I	Génie Civil					0	
II	Equipements, Matériels et Véhicules	30 000	30 000	2 765		27 235	9,22%
III	Assistance tech, Formation, Etudes et Information	130 000	130 000	77 975		52 025	59,98%
IV	Etudes	30 000	30 000			30 000	0,00%
V	MicroProjets des Filières						
VI	Prestation de services						
VII	Salaires						
VIII	Coût du Fonctionnement						
	Non Alloué						
	Dépôt initial DRF			37 247		-37 247	-
	Total*	190 000	190 000	117 988	0	72 013	62,10%

*le taux de décaissement du don est de 62,10%. Le taux de décaissement sans le dépôt initial est s'atteste à 42,49%

Appendice 7 : PDAR/Respect des dispositions de l'Accord de financement : état d'avancement

Sections	Dispositions de l'accord de prêt	Application / PDAR
Section 1.05 « Nomination de l'Institution Coopérante »	Le Bureau des Services d'Appui aux Projets des Nations Unies (UNOPS) sera nommé en qualité d'Institution Coopérante.	Depuis le démarrage, le Projet est en supervision directe. Cette disposition est à annuler par le FIDA.
Section 2.04 « Compte d'Avance du Don »	b) une fois le Compte d'Avance du Don ouvert, le Fonds, sur demande de l'Emprunteur effectuera en son nom, des retraits du Compte Don, pour des montants qui sont établis dans chaque PTBA, et les déposera sur le Compte d'Avance du Don	Le compte est ouvert à UGB/Oyem. Le montant total mobilisé au 28.02.2014 est égal à USD 18188,29.
Section 3.02 « Programme de Travail et Budget annuel	b) L'Agent principal soumet chaque année un projet de PTBA au Fonds et à l'Institution Coopérante pour commentaire et approbation 60 jours au plus tard avant le commencement de l'année	Le projet a élaboré son PTBA 2014. Par contre les délais n'ont pas été respectés.
Section 3.04 « Fonds de contrepartie »	c) L'emprunteur effectue un premier dépôt de FCFA 172 millions sur le Compte de projet, et reconstitue d'avance annuellement le Compte de Projet en y déposant les fonds de contrepartie tels qu'ils sont prévus dans le PTBA relatif à l'année du projet considéré	Le compte est ouvert à UGB/Oyem. Le Projet a reçu depuis son démarrage 1,257 milliards FCFA représentant 115% de son engagement initial. Au titre des exercices 2013 et 2014 aucun montant n'a été inscrit au budget de l'Etat.
Section 4.02 « Rapport d'activités »	Transmission d'un rapport semestriel d'activités dans les trois mois suivant la fin du semestre	Les deux rapports semestriels ont été transmis. Quant au rapport annuel, il n'est pas encore parvenu au FIDA à la date de la présente revue.
Section 5.01 « Etats financiers »	L'UGP prépare chaque année fiscale les états financiers des opérations et les présente au Fonds et à l'Institution Coopérante dans les 3 mois suivant la fin de chaque année fiscale	Les états financiers de l'exercice 2013 sont en cours de finalisation.
Annexe 2 « Affectation et retrais des fonds du prêt et du don »	Les dépenses relatives aux activités du S/E au SYGRI ainsi qu'au matériel informatique doivent être mobilisées sur les catégories 2, 3, et 4 du don	Certaines dépenses ont été payées sur les CS/prêt et remboursées par le FIDA des régularisations ont été recommandées.
Annexe 3, I, A 2.2 et 3 « Composition CNPS et CCTP »	<ul style="list-style-type: none"> Le CNPS et le CCTP se réuniront deux fois par an en session ordinaire et aussi souvent que nécessaire 	<ul style="list-style-type: none"> Au cours de l'année 2013, le CNPS a eu une réunion et le CCTP deux fois.

Annexe 3, I, 5.2 « Composition de l'UGP »	Deux volontaires des Nations Unies spécialistes respectivement en commercialisation des produits agricoles et approche participative appuieront le démarrage des activités du Projet dans ces deux domaines pendant les deux premières années.	Les deux VNU n'ont pas été recrutés.
Annexe 3, II, 3 « Assurance du personnel de projet »	Le personnel du projet sera assuré contre les risques de maladie et d'accident	Le Projet n'a pas encore renouvelé pour 2014 l'assurance maladie pour le personnel

Annexe1 : Contrôle des ECD

DRF 24						
No	N°Pièce	LIBELLES	MONTANT	Date	Cat	OBSERVATION
1	02507	50% Honoraires consultant BA - formation en dvpt organisationnel	1 974 297,00	04.07.2012	3	RAS
2	00208	50% Honoraires consultant BA - formation en dvpt organisationnel	1 974 297,00	03.08.2012	3	RAS
3	00207	Perdiem paysans sur animation groupement	2 600 000,00	02.07.2012	3	Pièce non retrouvée dans le classeur
4	03607	Perdiem à Yaoundé Consultant élaboration document de formulation aspects évaluation techniques infrastructures	500 000,00	13.07.2012	4	RAS
5	04807	Perdiem à Oyem Consultant élaboration document de formulation aspects évaluation techniques infrastructures	420 000,00	23.07.2012	4	RAS
6	05407	Honoraires Consultant élaboration document de formulation aspects évaluation techniques infrastructures	1 875 000,00	27.07.2012	4	Facture non certifiée. Pas de Bon à payer. Pas de preuve de rapport approuvé
7	01908	Acquisition outillage agricole	3 282 000,00	22.08.2012	5	Pas de bon de commande. Pas de bon de livraison ou de réception
8	03908	Frais de transport et de collation participants formation en technique de multiplication rapide du bananier platin	2 803 458,00	31.08.2012	5	Pas de liste des participants
9	02009	Activités des Micro Projets /abattage - tronçonnage - billonage - rejets et boutures	3 518 000,00	14.09.2012	5	Pas de PV d'exécution des travaux, Pas de bon de commande / Pas de bon de livraison /
10	01807	Perdiem+ Frais de transport+visa / Consultant Alou / appui à la gestion financière du PDAR	2 246 753,00	03.07.2012	6	RAS
11	04507	Honoraires / Consultant Alou / appui à la gestion financière du PDAR	2 600 000,00	20.07.2012	6	RAS

DRF 24 (Suite)						
No	N°Pièce	LIBELLES	MONTANT	Date	Cat	OBSERVATION
12	02508	Voyage d'échange au CIP à Douala	3 845 520,00	28.08.2012	6	Reliquat de 113 000 en catégorie 3.
13	03908	Perdiem participants formation en technique de multiplication rapide du bananier platin	2 983 542,00	31.08.2012	6	Pas de liste des participant. Une partie des dépenses de la formation est unscrite en catégorie 5 (voir n°8).
14	02407	Solde de tout compte / N'guema Roland / RAF	4 352 875,00	04.07.2012	7	RAS
15	04208	Horaires et frais hébergement BACHIR / aout 2012	3 500 000,00	31.08.2012	7	RAS
16	10906	Frais inscription formation en suivi évaluation du RSE	1 500 000,00	28.06.2012	3	RAS
17	00207	Perdiem ZANG EYI / Atelier sur l'animation des groupements	240 000,00	02.07.2012	3	Manque liste de participants
18	00307	Perdiem ENGO MEYONG / Atelier sur l'animation des groupements	240 000,00	02.07.2012	3	Manque liste de participants
19	02307	Solde facture de restauration	406 350,00	04.07.2012	3	Pas de certification de la facture / Pas de bon de commande / Pas de TDR de l'activité / Pas de Bon à payer
20	01308	Perdiem et autres frais / Recrutement RAF	900 000,00	10.08.2012	3	RAS
21	03808	Achat matériel de formation PIF	1 920 000,00	31.08.2012	3	Factures d'achat de rejets non certifié par la responsable de composante / Pas de commande / pas de bon de livraison
22	00409	Achat matériel de formation PIF	1 387 754,00	08.09.2012	3	RAS

DRF 24 (Suite)						
No	N°Pièce	LIBELLES	MONTANT	Date	Cat	OBSERVATION
23	00909	Perdiem et autres frais / Recrutement RAF	1 000 000,00	12.09.2012	3	RAS
24	04109	Frais de mission Yaoundé	228 600,00	25.09.2012	3	Pièce non retrouvée dans le classeur
25	03307	Frais de mission Yaoundé / MBONDJI (80%)	448 000,00	13.07.2012	4	Fiche perdiem non signée par le DP / Ordre de mission non signé
26	03407	Frais de mission Yaoundé / N'NANG (80%)	448 000,00	13.07.2012	4	Fiche perdiem non signée par le DP / Pas d'ordre de mission / Pas de TDR de la mission
27	03507	Perdiem Consultant élaboration document de formulation aspects évaluation techniques infrastructures / OMVA	500 000,00	13.07.2012	4	RAS
28	12207	Perdiem Consultant élaboration document de formulation aspects évaluation techniques infrastructures / OMVA	100 000,00	28.07.2012	4	Pas de TDR / Pas Ordre de mission
29	12307	Perdiem Consultant élaboration document de formulation aspects évaluation techniques infrastructures/OMVA	112 000,00	28.07.2012	4	Pas de TDR / Pas Ordre de mission
30	05607	Activités des Micro Projets / tronçonnage - billonage - coupe de souche	739 375,00	30.07.2012	5	Pas de PV réception travaux
31	04007	Achat 480 rejets	720 000,00	17.07.2012	5	Pas de bon de commande / Facture non certifiée par la responsable de composante
32	01609	Activités des Micro Projets / TAC NGUEMA / rejets - abattage - tronçonnage	2 037 500,00	14.09.2012	5	Pas PV d'exécution des travaux / Facture non certifiée par la responsable de composante : 177 500 FCFA concernent la catégorie 6
33	01809	Activités des Micro Projets / TAC NGOMA / rejets - abattage - tronçonnage	1 210 000,00	14.09.2012	5	Pas de PV d'exécution des travaux / Pas de bon dec ommande des rejets/ Pas de bon de livraison / Factures non certifiée par la responsable de composante

DRF 24 (Suite)						
No	N°Pièce	LIBELLES	MONTANT	Date	Cat	OBSERVATION
34	02509	Activités des Micro Projets / TAC MBADINGA / troncçonnage - abattage - rejets - boutures -	2 214 000,00	14.09.2012	5	Pas de PV d'exécution des travaux/Pas de bon de commande/ Pas de bordereau de livraison ou bon de reception/ Pas bon de livraison au bénéficiaires/ Factures non certifiée par la responsable de composante
35	02608	Abonnement internet	504 000,00	28.08.2012	8	RAS
		TOTAL	55 331 321,00			
		Montant DRF sous ECD	123 192 790,00			
		Pourcentage testé du montant total de la DRF	45%			
		Pourcentage anomalie constatée	58%			